

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

M. de Figarelli, chargé en l'absence de M. le proviseur, de l'administration du collège royal de Bastia, nous communique les deux lettres ci-après. Nous nous empressons de les offrir à nos lecteurs, car elles témoignent de la haute sollicitude de l'Université l'égard de notre collège royal.

Ajaccio, le 27 juillet 1845.

Monsieur le Proviseur.

Je viens de recevoir de M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, une lettre autographe datée de son château de Graveron le 20 juillet 1845.

Cette lettre qui est une réponse à un rapport que je lui avais adressé, il y a quelques jours, sur l'état sanitaire du collège royal de Bastia, est une preuve si évidente du vif intérêt que M. de Salvandy porte aux élèves de cet établissement et aux fonctionnaires chargés de sa direction, que je regarde comme un devoir de vous en envoyer une copie. Je vous invite même à la faire connaître à tous les pères de famille qui ont des enfants pensionnaires au Collège, car il est impossible qu'elle ne produise pas sur tous ceux à qui vous la communiquez l'effet qu'elle a produit sur moi. On ne peut être, selon moi, que profondément ému en voyant un Ministre malade, en congé par suite de sa maladie, s'occuper sur son lit de douleur, avec toute la tendresse d'un père, des enfants confiés à nos soins. C'est pour chacun de nous un bon exemple; c'est pour tous les pères et pour toutes les mères de famille un motif puissant de confiance et de sécurité. C'est ainsi que l'honorable M. de Salvandy sait répondre au choix du Roi qui l'a appelé, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, à la direction importante du ministère de l'instruction publique et justifier les sympathies des fonctionnaires de cette grande institution et celle des familles qui ont confiance en nous.

Recevez, etc.

Le Recteur de l'Académie.

C. HUART.

Graveron, le 20 juillet 1845.

Monsieur le Recteur,

Je suis bien ému de ce que vous me mandez de l'état sanitaire du Collège royal de Bastia. Je déplore vivement la distance qui ne me permet pas de faire comme vous, de prendre une part des soins de M. le Proviseur et des vôtres. Je ne puis prendre que ma part

de vos sollicitudes et je la trouve pesante en pensant que huit jours peuvent passer avant que je sache ce qu'il a plu à Dieu d'ordonner de vos chers malades. Une amélioration s'était manifestée dans l'état du jeune Cristiani. Je vous espère qu'elle se sera affermie. Le demi-pensionnaire Marini était aussi bien menacé. C'est un grand chagrin. M. Bouchez était hors de danger. Bites lui combien j'ai besoin de le croire. Orléans vient de me donner de l'affliction. Mais je crois que nous sauverons tous nos enfants, et aucun maître n'a été attaqué. Dieu veuille que le premier courrier me donne de vous, de notre Collège et de la ville de Bastia d'aussi rassurantes nouvelles.

Je sais, Monsieur le Recteur, combien je puis compter sur votre sollicitude et votre vigilance. Remerciez de ma part M. le Proviseur de ses bonnes dispositions et recevez pour vous les assurances de tous mes sentiments de considération distinguée et d'attachement.

Signé : SALVANDY.

Nous avons attendu le départ de M. Vidal de Verneix directeur des Contributions directes, pour jeter un regard sur les actes de ce fonctionnaire.

Pendant les 4 ans et demi qu'il a géré la direction de la Corse, l'administration des contributions directes a fait exécuter de grands travaux dans tout le royaume.

En première ligne, nous placerons le recensement général de 1841, qui a soulevé tant de mauvaises passions sur le Continent, et qui a même amené des conflits sanglants. En Corse, cette œuvre importante s'est accomplie sans secousse; la raison publique a fait justice de tous les faux bruits tendant à dénaturer la pensée première du recensement dont l'unique but était une juste péréquation de l'impôt personnel et mobilier, ainsi que de la contribution des portes et fenêtres. La Direction des contributions directes, animée de cet esprit de sagesse et de conciliation qui sait prévoir les difficultés, avait prescrit à ses agents de montrer le recensement sous son véritable jour et de rassurer les populations sur ses résultats. En second lieu, l'application de la loi du 25 avril 1844 sur les patentes exigeait aussi de la part des mêmes agents une certaine prudence. Le directeur a encore dans cette occasion imprimé aux agents sous ses ordres les dispositions conciliantes qui le distinguent, et ses collaborateurs, pénétrés de

ses intentions, ont, dans cette tâche difficile, concilié les intérêts du trésor avec la situation toute particulière de l'industrie en Corse. Ces rôles des patentes sont en recouvrement depuis quelques mois, et les Contribuables de la Corse, rendant justice à l'esprit de modération du directeur, ont accepté, sans plainte, les résultats de l'application de la nouvelle loi.

Il était aussi réservé à M. de Verneix d'organiser dans le Département le cadastre décrété par l'Assemblée Constituante en 1791. Le Cadastre, dont l'organisation demande un personnel nombreux et dont l'exécution exige un temps considérable, lent à s'organiser la première année, marche rapidement aujourd'hui. Grâce à l'activité intelligente du directeur qui consacrait toutes ses veilles à cette création, un grand nombre de géomètres sont arrivés du continent français, les opérations cadastrales, dont le succès paraissait douteux dans le principe, ont atteint maintenant un tel degré de développement, que bientôt plusieurs cantons du vaste département recevront avec leurs plans, leurs premiers rôles cadastraux. Déjà les cantons d'Ajaccio, Sari d'Orino, Sarrola et Carcopino, Bastia, Borgo, Oletta, Murato et Vescovato sont délimités; ceux de Corte et de Soraggio sont sur le point de l'être. La délimitation de la Corse confiée en 1783 à des hommes intelligents et probes, laissait beaucoup à désirer. Ces délimitateurs bien qu'animés des meilleures intentions, ne purent triompher de tous les obstacles que devait nécessairement faire naître la Constitution récente des diverses agglomérations de population en communes. Leur sagesse et leur capacité venait échouer contre des formes administratives nouvelles dont les avantages ne pouvaient être appréciés par leurs compatriotes dont les mœurs se ressentent encore de la domination génoise. Les difficultés qui n'ont pu être applanies en 1783 se représentent aujourd'hui, et il est réservé aux opérations cadastrales de les faire toutes disparaître. M. Vidal de Verneix a été assez heureux pour en surmonter plusieurs. Étranger à tout esprit de coterie, ne consultant que l'intérêt général, ses propositions ont toujours été basées sur des considérations d'intérêt public; il a cherché à concilier les droits acquis avec l'état topographique des lieux, les nouvelles délimitations appuyées sur des limites naturelles et des points fixes et invariables seront à l'avenir à l'abri de toute contestation; déjà les cantons d'Ajaccio, Sari d'Orino, Sarrola et Carcopino, Bastia, Borgo, Oletta et

FEUILLETON DE L'INSULAIRE FRANÇAIS.

CHAPITRE III.

Baron Morand. — La haute police. — Moyens employés pour l'obtenir et la conserver dans toute sa rigueur. — Préférence donnée au Financier. — Justice militaire. — Faiblesse et nullité du pouvoir judiciaire. — Consternation produite par les jugements des commissions militaires, les fusillades et la déportation en masse.

I.

Nous avons vu que le décret du 14 septembre 1802, remplaça la Corse sous l'empire de la constitution. Le malencontreux essai que l'on venait de faire de ce que Miot, dans sa proclamation, avait lui-même appelé un mode temporaire d'administration, semblait devoir rassurer le pays contre la crainte de retomber de nouveau sous le régime du bon plaisir.

C'était une illusion. — L'arrêté des consuls du 7 janvier 1801, ne fut rapporté que pour être reproduit quelque temps après, sous un autre nom et avec de très légères modifications. On n'osa plus, il est vrai, suspendre brusquement la constitution. Le successeur de Miot n'était pas formellement autorisé à prendre toutes les mesures de gouvernement et d'administration qu'il pouvait juger nécessaires; mais les pouvoirs qui n'étaient pas textuellement dans l'arrêté consulaire, Morand se les arrogait sans scrupule, et le gouvernement central l'approuvait en secret. Fort de cet appui tacite, il étendait successivement les attributions, déjà assez larges, que lui avait conférées l'arrêté du 23 nivôse an XI, à tel point qu'il devint bientôt plus puissant encore que Miot, plus redoutable et plus redouté que

ne l'avaient été, sous l'ancien régime, les généraux Narbonne et Sionville.

On sera peut-être curieux de connaître les termes de cet arrêté. Il était ainsi conçu :

« Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de l'intérieur, le conseil d'état entendu, arrêtent :

« Art. 1^{er} Le général de la division commandant la 23^e division militaire, indépendamment des fonctions qu'il a à remplir en cette qualité, aura, dans les départements du Golo et du Liamone, les attributions suivantes :

« 1^{re} Il veillera à l'exécution exacte des lois et arrêtés relatifs à la police :

« 2^{de} Il fera arrêter et traduire devant les tribunaux correctionnels ceux qui contreviendront à ces lois et règlements :

« 3^{de} Il ordonnera et fera exécuter le désarmement des communes ou familles qui sont prévenues d'assassinats ou d'autres délits contre l'ordre public :

« 4^{de} Il fera arrêter et traduire les prévenus devant le tribunal criminel :

« 5^{de} Il décrètera des mandats d'amener contre ceux qui sont dans les cas prévus par l'art. 46 de l'acte constitutionnel et § III de l'art. 55 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X (1) :

« 6^{de} Il donnera son avis sur tous les travaux qui seront proposés et exécutés pour l'ouverture des routes et communications nationales ou vicinales :

« 7^{de} Il fera exécuter, de concert avec les préfets, les lois sur la conscription militaire et la conscription maritime.

« Art. II. Pour tout ce qui est relatif aux délits de po-

lice correctionnelle, arrestations et punitions des prévenus, les substituts des commissaires du gouvernement, de service près les tribunaux de police correctionnelle, correspondront directement avec le général de division commandant :

« Ils seront tenus de lui communiquer toujours la plainte et ensuite, s'il y a lieu, toutes les pièces de l'instruction et de la procédure, toutes les fois qu'il les requerra, ou lorsqu'ils jugeront l'affaire assez importante pour lui en donner connaissance, le tout cependant sans arrêter la marche de la procédure.

« Ils lui adresseront copie de jugement dans le jour où il sera rendu, soit qu'il condamne, soit qu'il absolve le prévenu, afin que, dans ce dernier cas, le général de division puisse s'assurer s'il n'est pas détenu pour autres causes.

« Art. III. Pour ce qui sera relatif aux délits qui sont dans les attributions des tribunaux criminels, on spécifiera, les relations du général de division commandant avec les commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels, de la manière réglée par l'article précédent.

« Art. IV. Pour ce qui sera relatif aux mandats décernés d'après le § V de l'article 1^{er} du présent arrêté, le général de division commandant en rendra compte, sans délai, au grand Juge, ministre de la justice et au ministre de l'intérieur.

« Art. V. Pour tout ce qui intéresse la police et la tranquillité des deux départements du Golo et du Liamone, les autorités civiles et administratives sont tenues d'informer directement le général de division commandant, de tous les événements qui viendront à leur connaissance. De son côté il correspondra, pour toutes ses opérations et notamment pour toutes les attributions extraordinaires résultant du présent arrêté,

(1) Il s'agit des délits de crimes politiques.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Librairie Fabiani.

HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE faisant suite à l'histoire de la Révolution française, par M. A. Thiers. En vente les tomes I, II, III. Prix : 5 fr. le volume.
Histoire de la Révolution française de 1789 à 1830, par M. Cabet, 4 volumes in-8° 20 fr.
Livres des Orateurs, par Timon, 14^e édition ornée de vingt-sept portraits gravés sur acier, 1 volume grand in-8°, 16 fr.
Pamphlets politiques et littéraires de P. L. Courier, 2 vol. in-18, 3 fr.

Dictionnaire des Huissiers, par Urb. Loiseau et Ch. Vergé, 2^e édition, 2 vol. in-8°, 20 fr.
Traité Théorique et pratique des Actions possessoires, par M. J. M. Carou, 1 vol. in-8°, 9 fr.
Codes de la Législation française, par M. Napoléon Bacqua, 5^e édit. 1 vol. grand in-8° relié 12 fr.
Les Lois de la Procédure civile, par Carré et Chauveau Adolphe, 3^e édition, 7 vol. in-8° 60 fr.
Le Code de la Saisie immobilière, par Chauveau Adolphe, deux parties en 2 vol. Prix : 16 fr.

Cours de Littérature, rédigé d'après le programme pour le baccalauréat, 4^e édition, par Geruzez, 1 vol. in-8°, 4 fr. 50 cent.
Cours de Philosophie du même auteur, 4^e édition, 1 vol. in-8° 4 fr. 50 cent.

Format anglais dit Charpentier à 3 fr. le volume.

Florian, Don Quichotte, 2 vol.
— Nouvelles, 1 vol.
— Numa et Guillaume Tell, 1 vol.
— Estelle, Galatée, Elzéar, 1 vol.
Robertson, Histoire de l'Amérique, 2 vol.
Sue (Eugène), Histoire de la Marine française, 4 vol. avec une suite de vignettes.
Tastu (Madame), Lettres choisies de M^{me} de Sévigné, 1 vol.
Robinson Suisse, 1 vol.
Topffer, le Presbytère, 1 vol.
M^{me} Achille Comte, Histoire naturelle à l'usage des femmes et des jeunes personnes, 1 vol.
Roussier, Chefs d'Œuvres, 1 vol.

Paris, à la Librairie Agricole, quai Malaquais, 19.
En province, chez tous les Libraires et Correspondants du Comptoir central de la Librairie.

MAISON RUSTIQUE

Publié en 5 Vol. in-4° avec plus de 2,500 gravures.
Mise en vente du tome 5 et dernier, **ENCYCLOPÉDIE D'AGRICULTURE**, avec 500 grav. représentant les instruments, plantes, légumes, serres, jardins, etc.
Chaque vol. 32 fr., les cinq vol. 160 fr. 50 c.

JOURNAL D'AGRICULTURE PRATIQUE ET DE JARDINAGE

Publié sous la direction du Dr BIXIO, par les rédacteurs de la MAISON RUSTIQUE.
Un cahier de 30 p. in-4° par mois, avec gravures Prix, franco 12 fr. par an.

AVIS.

VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par acte en date du 18 juin 1845, passé devant moi, le sieur Vadella Victor de Castifio, a cédé à l'État pour la construction de la route royale n° 197 de Calvi à Corte 6 ares de terrain, situé au lieu dit Lagani, territoire de Castifio, pour prix et valeur de 48 fr.

— Par acte en date du 18 juin 1845, passé devant

moi, le sieur Rinieri Don Philippe de Serraggio, a cédé à l'État pour la construction de la route royale n° 198 de Bastia à Bonifacio, 6 ares de terrain situé au lieu dit Rivière de l'Arena, territoire de Tallone, pour prix et valeur de 30 fr.

Le présent avis est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 de la loi du 3 mai 1841.

Corte, le 19 juin 1845.

Le Sous-Préfet de Corte.
Baron MARIANI.

Faillites.

Tous les créanciers de la faillite du sieur Augustin Castellini de Cervione, sont invités à se présenter par devant M. le juge-commissaire de ladite faillite, le huit juillet prochain, deux heures de relevée, en chambre de conseil du tribunal de commerce de Bastia, pour procéder à la liquidation définitive de la même faillite.

Bastia, le 25 juin 1845.

Le greffier du tribunal de commerce,
A. D. MARIOTTI.

— La continuation de la vente des biens immeubles provenant de la faillite du sieur Roch Lucciani ex-commerçant demeurant à Bastia, aura lieu le samedi cinq juillet 1845, à deux heures de relevée, devant M^{re} Guasco Vincent, notaire à Bastia, en son étude, rue Spinola.

AVIS AU PUBLIC.

Par autorisation du Consulat de S. M. le Roi de Sardaigne en Corse, aura lieu le 3 juillet prochain dans un magasin à la marine la vente aux enchères des agrès du navire sarda la Pauline, qui a échoué au Cap-Corse, consistants en ancrs, chaînes, cables, pompe, deux embarcations et autres objets en ferraille.

Le Taffetas rafraî-

chissant de Leperdriel pharm. à Paris. pour CAUTÈRES, en rouleaux bleus jamais en boltes, ne cause ni irritation, ni démangeaison autour de la plaie comme font les papiers et ils aident parfaitement à l'action des POIS. Dans les principales pharmacies de Bastia.

(7331).

CORS aux PIEDS.

Le Taffetas Gommé de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur, ainsi que les ongles et durillons. — Dépôt à Bastia chez M. Pomont pharmacien.

(7423).

SIROP D'ÉCORCES D'ORANGES.

TONIQUE ANTI-NERVEUX, de J. P. LAROSE pharmacien à Paris.

Les expériences de M. le baron Leclerc, docteur en médecine de la Faculté de Paris, prouvent son efficacité dans l'absence d'appétit, mauvaise digestion, convalescences traînantes, langueur, dérèglement, constipation, débilitation organique, gastralgie, gastrite aiguë ou chronique, 3 fr. le flacon avec la notice sur son application. Dépôt dans toutes les bonnes pharmacies, les maisons de droguerie et direc-

tion chez M. Laroze pharmacien, rue Neuve des Petits Champs n° 26, à Paris.

(7425).

LA CRÉOSOTE-BILLARD contre les MAUX DE DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires : MM. Sappolo à Ajaccio; Pomont à Bastia; Sanguinetti à T. Rousse.

(7424).



La Compagnie Valéry Frères fera partir pendant le mois de juillet prochain le bateau à vapeur LETIZIA, les jours suivants :

Pour Marseille, les dimanches 29 juin, 6, 13, 20 et 27 juillet à 8 heures du matin.

Et de Marseille pour Bastia, les jeudis 3, 10, 24 et 31 juillet à 8 heures du matin.

Bastia, le 25 juin 1845.

Le greffier du tribunal de commerce,
A. D. MARIOTTI.

PORT DE BASTIA ARRIVÉES

DE LA PLAGE, 20 juin, tartane Jacques-André, français, de 47 tx, c. Vassalini, charbon.

DE LA PLAGE, 20 id. brick Valéry Jean, français, de 120 tx, c. Sciacalunga, charbon.

DE LA PLAGE, 22 id. bk-goël. Solenzara, français, de 69 tx, c. Monégia, en relâche.

PORTO-FERRAJO, 23 id. bat. à vap. de l'État Adolphe, de 60 tx, c. de Stahl, lieutenant de vaisseau.

LIVOURNE, 23 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, français, de 28 tx, c. Bugliani.

MARSEILLE, 23 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses.

PROPRIANO, 23 id. bombarde Jeanne Octavie, française, de 70 tx, c. Bocognani, en relâche.

AJACCIO, 23 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 33 tx, c. Lota.

LIVOURNE, 24 id. bat. à vap. Maréchal Sébastien, français, de 31 tx, c. Bertocci.

LIVOURNE, 24 id. goël. St-Joseph, français, de 11 tx, c. Gabrielli, diverses.

CIVITA-VECCHIA, 24 id. gondole Vierge des Grâces, française, de 12 tx, c. Tulli, poterie.

MARSEILLE, 25 id. paquebot Ajaccio, français, de 420 chev. c. Prudent, dépêches et passagers.

DU CAP-CORSE, cinq gondeles chargées de vin et productions agricoles, etc.

DÉPARTS.

MARSEILLE, 20 juin, paquebot Napoléon, français, de 420 chev. c. Poche, dépêches et passagers.

PORTO-TORRE, 20 id. bateau Jeanne Clément, français, de 21 tx, c. Sangrenet, en lest.

AJACCIO, 20 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 33 tx, c. Lota, passagers.

A LA PLAGE, 20 id. mistick Conception, française, de 30 tx, c. Osé, en lest.

LIVOURNE, 21 id. bat. à vap. Maréchal Sébastien, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

LIVOURNE, 24 id. bk Général Sébastien, français, de 119 tx, c. Valzi, en lest.

A LA PLAGE, 24 id. tartane François-Étienne, française, de 55 tx, c. Guaitella, en lest.

MARSEILLE, 25 id. bk-goël. Antoinette, française, de 51 tx, c. Laporta, merceries.

LIVOURNE, 25 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 33 tx, c. Lota, passagers.

A LA PLAGE, 25 id. mistick St Vincent-Ferrand, français, de 30 tx, c. Battistini, en lest.

A LA PLAGE, 25 id. chasse-marrée Amélie, française, de 56 tx, c. Bonelli, en lest.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARIANI.

Murato sont couverts de réseaux de grands triangles qui garantissent l'exactitude des travaux de détail, et toutes les Communes des cantons d'Ajaccio, Sari, Sartoria, Bastia et Borgo sont arpentées.

Le Viciat de Verneix a bien servi la chose publique en Corse. Le conseil général du département, organe des besoins, des vœux et des sentiments du pays, et juste appréciateur des choses, a complété dans sa dernière session, ce chef de service, sur la marche heureuse et active qu'il avait su imprimer aux opérations cadastrales. Aussi, tout en regrettant son départ, a-t-on applaudi à la bienveillance royale qui a récompensé de bons et loyaux services en l'appelant à la direction du département du Doubs.

Aux détails que nous avons déjà donnés, relatifs à l'incendie du Pensionnat des Sœurs St Joseph, nous devons ajouter les suivants que l'on vient de nous communiquer :

L'équipage entier de l'Antiope avec sa pompe est arrivé sur les lieux de l'incendie long-temps avant tout autre secours. Tous les infirmiers de l'hôpital militaire indistinctement, MM. Sisco, architecte de la ville, Casseverchie, le propriétaire, le chef d'escadron de gendarmerie, Benigoi juge au tribunal civil, Sisco François, Sabatini Joseph, et quelques voisins étaient seuls arrivés avant lui.

Le commandant de l'Antiope fit agir immédiatement sa pompe, n'y laissa que le nombre d'hommes rigoureusement nécessaire à sa manœuvre et après avoir par lui-même pris connaissance des lieux, il distribua son équipage sur le toit et dans les deux dortoirs sur lesquels une portion de ce toit venait de s'écrouler.

C'est dans ces dortoirs, c'est les pieds dans le feu et sur un plancher qui à chaque instant menaçait de s'écrouler que la plus grande partie de l'équipage n'a cessé de travailler pendant plusieurs heures pour le dégager et empêcher ainsi le feu de tomber à l'étage inférieur. Le feu fut maîtrisé et le succès a répondu à l'espérance conçue.

A la demande de l'architecte de la ville (dont la conduite est au-dessus de tout éloges) et après la retraite de tous les autres moyens de secours, l'équipage de l'Antiope est encore resté sur les lieux pendant près d'une heure pour achever de débarrasser les chambres des débris encore fumants ; la pompe du bâtiment et deux matelots y restèrent toute la journée en surveillance.

Pour rendre justice à l'Antiope, il faudrait citer tout son équipage et surtout les hommes qui travaillaient dans les dortoirs ; nous ne les connaissons pas nominativement, mais si nous sommes bien informés, le commandant en a fait connaître les noms à l'autorité supérieure.

Néanmoins, nous croyons devoir citer les personnes qui, par leur position, nous étaient plus connues et qui ont pu être remarquées : sans parler du commandant qui

était à tout et partout, activant par sa présence l'exécution des ordres qu'il avait donnés ou transmis, nous ommersons MM. Lamoureux et Robine officiers de l'Antiope et Blangui, capitaine d'armes.

Nous devons également nommer M. Martin, lieutenant d'artillerie qui, accompagné de deux ou trois canonniers et d'un piquet d'infanterie mis à sa disposition, sur sa demande, est venu se joindre à l'Antiope pour faire débarrasser plus promptement encore les corridors et les dortoirs des débris dont ils étaient embarrassés.

Nous ne devons pas oublier non plus notre jeune concitoyen M. Viale, et un sergent d'infanterie, dont sans doute le nom a été recueilli par ses chefs, qui tous, sur les toits, dès les premiers moments, se sont fait remarquer par le zèle et l'activité qu'ils ont déployés dans tous les travaux.

Un accident a fallu, le 24 du courant, jeter dans la désolation la famille de M. Pennington, Consul de S. M. Britannique en Corse. Le jeune Arthur, âgé de 11 ans, fils de M. le Consul, s'amusait sur un rocher près la baie de St Nicolas à chercher des coquillages, lorsque, en voulant avancer un peu trop le pied, il glissa et tomba dans la mer où il aurait infailliblement péri sans le secours qui lui fut apporté par le jeune Joseph Pietri, fils de M. Pietri, officier d'administration de l'hôpital militaire. Celui-ci se trouvant par hasard sur le chemin qui conduit à l'usine de Toga. Excité par les cris du jeune et du grand-père Pennington, Pietri se jette tout habillé dans la mer et avec un courage vraiment héroïque il parvient à sauver le malheureux jeune homme, qui, sans lui, aurait été victime d'une mort terrible et prématurée.

TABEAU des affaires criminelles portées aux assises du 3^e trimestre de 1845, qui s'ouvriront à Bastia le 11 août, sous la présidence de M. Poli conseiller.

Lundi 11 août. — Tavera Charles (domicilié à Bastia) vol. Ministère public M. Levie, substitut; défenseur M. Giordani.

Mardi 12 id. — Paoli Joseph (Orto), blessures graves. Min. pub. M. Levie, déf. M. Casabianca.

Mercredi 13 id. — Pantaloni Ange-Marie (Bastelica), meurtre. Min. pub. M. Levie, déf. M. Casabianca.

Jeudi 14 id. — Castelli Lucido (Carpinetto), meurtre. Min. pub. M. Levie, déf. M. Caraffa.

Samedi 16 id. — Massoni Tancrède (Pietra), meurtre. Min. pub. M. Levie, déf. M. Poli.

Lundi 18 id. — Sarrocchi Antoine-Marcel (Rusio), tentative d'assassinat. Min. pub. M. Sigaudy, avocat général; déf. M. Raffalli.

Lundi 18 id. — Acquaviva André (Omessa), tentative de viol. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Gavini.

Mardi 19 id. — Medaglia Félix (domicilié à Bastia), vol. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Colonna.

Mercredi 20 id. — Quilichini Joseph-Antoine (Poggio di St Lucie de Tallano), rébellion. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Giordani et Orsini.

savoir, avec les préfets des départements du Golo et de Liamone, et avec le grand juge, ministre de la justice, les ministres de l'intérieur et de la guerre.

Dire que le commandant de la division devait veiller à l'exécution des lois et arrêtés relatifs à la police; l'autoriser à faire arrêter et traduire devant les tribunaux ceux qui contreviendraient à ces lois et à ces règlements; obliger les substituts des commissaires du gouvernement, près les tribunaux de police correctionnelle, à correspondre directement avec le chef de la force armée; les obliger également à lui communiquer la plainte et toutes les pièces de la procédure et de l'instruction, chaque fois qu'il le requerrait, n'était-ce pas abaisser le glaive de la loi devant le sabre d'un soldat ?

Cette invasion du pouvoir militaire dans le domaine de la justice déconsidère l'autorité judiciaire, sans aucune utilité réelle pour le pays. C'était pourtant au nom et dans l'intérêt de sa sûreté compromise par la faiblesse des magistrats et l'insuffisance de la répression légale, c'était pour mettre les côtes à l'abri des flottes anglaises, c'était pour surveiller et prévenir les complots du parti de l'étranger, que le général Morand sollicitait avec une opiniâtreté des pouvoirs beaucoups plus étendus que ceux des autres commandants de division.

Ce ne fut pas sans quelque répugnance que le premier conseil consentit, pour la seconde fois, à sortir de l'ordre légal en ce qui concernait l'administration de la Corse. Il n'ignorait point quelle vive joie avait fait éclater le retour aux principes et aux garanties de la constitution. Qui ne sait avec quelle brûlante énergie il avait félicité l'ancien gouvernement qui, sous Louis XV, avait pas craint de livrer à la merci des Bonaparte et des Marbeuf la vie, la fortune et la liberté de ses compatriotes ? Ces souvenirs et ces tristes images

durent se présenter à son esprit, le jour où, de cette même main dont il avait déversé le mépris sur les généraux de cette époque, il allait signer l'arrêt organique d'une nouvelle dictature militaire. Morand le savait tellement, que, pour l'amener à cette démarche extrême, il ne se lassait pas de jeter les plus sombres couleurs sur le tableau qu'il traçait, dans toutes les dépêches, de la situation morale et politique de son pays natal. Cachant habilement son ambition personnelle, sous les dehors d'un dévouement désintéressé à l'Etat et les grands mots de sûreté et de paix publique, il ne désespérait point de vaincre cette résistance, de fixer la longue hésitation du premier consul. A l'en croire, la Corse, pressée de tous côtés par les émissaires de l'Angleterre qui y avaient établi des bureaux d'embauchage, séduite par l'appas des gages, agitée par les dissensions intestines, allait échapper à la France et livrer ses ports aux flottes de Nelson.

En présence d'un danger si imminent, il n'y avait plus qu'un parti urgent à prendre, une mesure extraordinaire à adopter, c'était la réunion de tous les pouvoirs civils et militaires entre ses mains. Les partisans de l'Anglais le pouvaient manquer de s'en étonner. Ils y auraient vu le terme de leurs sourdes machinations, le raffermissement de l'autorité française, le renversement de leurs projets et de leurs espérances. Au contraire, tout ce que la Corse comptait d'hommes sincèrement attachés au gouvernement français appelaient de leurs vœux, de toute l'ardeur de leur patriotisme, cette haute mesure de sûreté générale. Le tableau rembruni de la situation de l'île, il le faisait passer tour à tour sous les yeux des personnages politiques qui s'intéressaient le plus à son bonheur.

A côté du premier magistrat de la république était un Corse puissant par le rang élevé qu'il avait occupé

Jeudi 21 id. — Vincenti Pierre-Dominique (Isolaccio de Taglio), tentative d'assassinat. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Tommasi.

Vendredi 22 id. — Mercacci Côme (Perelli), tentative de meurtre. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Suzzoni.

Vendredi 22 id. — Comparetti (Sartre), tentative de meurtre. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Neri.

Samedi 23 id. — Mattei Michel (Porta), meurtre. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Gavini.

Lundi 25 id. — Sorba Etienne (Bonifacio), tentative d'assassinat. Min. pub. M. Levie, déf. M. Olagnier.

Lundi 25 id. — Vesperini François-Xavier (Rapoggio), tentative de meurtre. Min. pub. M. Levie, déf. M. Gavini.

Mardi 26 id. — Simoni Doo-Félix (Prato), tentative d'assassinat. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Gavini.

Mercredi 27 id. — Alessandri Hector (Piana), assassinat. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Caraffa.

Jeudi 28 id. — Petrucci Alexis (Lavattogio), tentative d'assassinat. Min. pub. M. Levie, déf. M. Casabianca.

Vendredi 29 id. — Zuccati Don-Pierre (St-André de Cervione), assassinat. Min. pub. M. Levie, déf. M. Casabianca.

Samedi 30 id. — Nicolai Jérôme (Linguizetta), assassinat. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Suzzoni.

Lundi 1^{er} septembre. — Ranauci Michel-Antoine (Migliaccio) et Angelini Paul-Vincent (Pietrosi) ils ont procuré l'avortement de Marie Diodeila. Min. pub. M. Sigaudy, déf. M. Suzzoni et Caraffa.

La réunion des conseils-généraux, qui devait avoir lieu le 18 août, est retardée jusqu'au lundi suivant 25.

Le *Moniteur* du 25 publie, dans sa partie officielle :

1^{re} La loi relative à l'amélioration des ports de Dunkerque, Calais, Boulogne, Fécamp, Port-en-Bessin, Granville, Morlaix, Ile de Batz, Port-Launay, Lorient, Marans, Les Sables, Bandol et Bastia ;

2^e La loi relative aux chemins de fer de Paris à Lyon et de Lyon à Avignon.

Ces lois portent la date du 16 juillet 1845.

Nouvelles diverses.

— Aujourd'hui, 21 juillet, M. Sout président du conseil, et M. le ministre des travaux publics, chargés de l'intérieur du ministère de l'intérieur, ont donné communication, le premier à la Chambre des pairs et le second à la chambre des députés de l'ordonnance royale qui prononce la clôture de la session.

— Le *Moniteur* publie aujourd'hui la loi sur le conseil d'Etat, la loi sur la police des chemins de fer, la loi relative au chemin de fer de Paris à la frontière de Belgique, avec embranchement de Lille sur Calais et Dunkerque, au chemin de fer de Creil à Saint-Quentin et au chemin de fer de Fampoux à Hazebrouck, et la loi qui ouvre un crédit pour la restauration de la cathédrale de Paris.

— Aujourd'hui, à sept heures du soir, la *Mère* et le *Père* des charpentiers ont été mis en liberté sous caution. Nous y avions compté; cependant il s'en est fallu de peu que cette libération ne fût renvoyée à demain. Notre impartialité nous fait un devoir de rendre à M.

dans les assemblées législatives, estimé pour la fermeté de son caractère, influent par ses nombreuses relations dans le monde politique; c'était l'ancien président du conseil des cinq-cents, Lucien Bonaparte. Il faut voir, dans sa correspondance restée inédite jusqu'en 1842, avec quelle ardeur, quelle vive impatience Morand le presse de joindre ses puissantes instances aux siennes, d'intervenir directement dans cette affaire capitale pour la Corse, avec tout le poids de sa haute influence, avec toute l'autorité d'une raison supérieure.

« Veuillez, lui mandait-il à la date de janvier 1803, rappeler l'attention du gouvernement sur la Corse. Dès l'instant qu'elle est rentrée sous l'empire de la constitution, les tribunaux et la gendarmerie ont cessé, pour ainsi dire, leurs fonctions, craignant une nouvelle organisation. »

C'est toujours la même insistance, le même langage, la même fantasmagorie. « J'attends avec bien de l'impatience la nouvelle organisation des tribunaux civils et criminels de la Corse; celle de la gendarmerie nationale n'est pas moins importante. Assurément l'arrêt des conseils, qui fait rentrer la Corse sous l'empire de la constitution, a été connu dans ces contrées, les tribunaux existants et la gendarmerie ont presque cessé leurs fonctions. Dans cet état de choses, n'ayant aucun moyen de répression, la plupart des routes étant infestées de brigands et le département du Liamone menacé d'une cruelle famine (1) sans avoir pu obtenir aucun secours, malgré les demandes répétées qui ont été faites à cet égard tant par les autorités civiles que militaires, j'ai cru devoir mettre provisoirement en cam-

(1) L'excellent remède contre la famine que j'avais dans les communes dévastées de colonies de soldats dépourvus de vivres, dont le passage sollicitait pour y recueillir la paille !

(Note de l'auteur.)

le chef du Parquet Croissant et à M. le juge d'instruction Legonidec, la justice qui leur est due dans cette occasion; ils ont mis vraiment toute la complaisance possible pour lever divers obstacles qui se présentaient aujourd'hui lundi, jour où aucune chambre ne siège au Palais.

— Voici les explications que le *Messenger* publie ce soir :

« Plusieurs journaux, en parlant des opérations judiciaires qui ont eu lieu avant-hier à La Villette, au sujet de la coalition des ouvriers charpentiers, présentent les faits sous un faux jour, et attribuent les mesures de l'autorité à des motifs complètement différents de ceux d'après les quels elle a agi.

« Les arrestations et les saisies concertées entre M. le juge d'instruction et M. le préfet de police ont uniquement pour cause le fait de coalition, et non celui de compagneonage. Il est vrai que ces arrestations ont été opérées dans un lieu qui sert ordinairement de réunion au compagneonage; mais cette circonstance était inhérente à la question du compagneonage n'en est pas moins entièrement étrangère aux poursuites. Tout, nous le répétons, est renfermé dans le seul fait de coalition.

« Les mêmes journaux entrent dans des détails de nature à montrer que les agents de l'autorité auraient agi avec une sorte de violence; MM. les commissaires de police et leurs agents sont restés dans la limite de leurs devoirs; ils ne se sont écartés en rien de l'esprit de modération et de mesure que comportait leur mission.

« Le duc de Montpensier est arrivé à Alexandrie le 30 juin. S. A. R. a reçu du pacha d'Egypte la réception la plus affectueuse. Le *Journal des Débats* ajoute même que le pacha a raconté au jeune prince l'histoire de son élévation et les principaux détails de sa vie; la scène est tout-à-fait orientale.

« Le départ de M. le duc de Nemours pour le Midi est renvoyé à mercredi.

« Mgr Corbi, ancien précepteur de la reine, et qui était logé depuis un mois au Palais-Royal, a quitté Paris aujourd'hui pour retourner en Italie.

« M. Villomarin, dont la santé continue de s'améliorer, vient de partir pour un voyage en Suisse.

« Le *Times* du 18 annonce que l'offre d'une médiation anglo-française combinée, a été acceptée avec empressement par les autorités de Montevideo.

« M. le colonel Jusuf vient d'être nommé maréchal-de-camp dans les troupes indigènes de l'Algérie.

« Le Caméleon est arrivé cette nuit; il n'a débarqué ses passagers, au nombre desquels se trouvait, ainsi que nous l'annoncions hier, Mme la duchesse d'Alby, que ce matin. M. le général Caméleon, M. le baron Slatine et Mme de Bar, se trouvaient également à bord du Caméleon. Ces voyageurs sont descendus à l'hôtel des Princes.

« Mme la maréchale quittera vraisemblablement notre ville demain matin; elle se rend aux eaux de Bagnères. Le Pharamond qui avait précédé de quelques heures le Caméleon, dans notre port, avait à son bord entre autres passagers de distinction, M. le général Bédarride, M. Lepescheux, inspecteur de l'instruction publique; M. Dussert, sous-directeur de l'intérieur, à Philippeville; et M. H. Berthoud, littérateur parisien, bien connu des amateurs de feuilletons. M. Berthoud est l'auteur de *Pétrus* dont nos lecteurs ne doivent point avoir perdu le souvenir. Il est descendu à la villa-Etienne.

« Le général Bedeau est descendu à l'hôtel des Empereurs. (Nouvellette de Marseille.)

« Le Conseil Municipal de Marseille dans sa séance du 22 juillet a entendu le rapport fait par M. Mauriol, au nom d'une commission spéciale qui avait été chargée d'examiner la question des quarantaines soulevée par l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

clous du rapport tendant à demander au gouvernement le retrait d'une ordonnance qui peut compromettre la santé publique à Marseille et en France.

— On lit dans le *Courrier de Lyon* du 23 :

Hier, don Carlos, prince de Monténégro, et la princesse de Beira, son épouse ont visité divers établissements publics de notre ville. Les illustres exiles ont commencé par gravir le coteau de Fourvières; de là, ils se sont rendus à nos hospices, puis au palais Saint-Pierre dont ils ont parcouru les différentes galeries. Dans la soirée, ils ont visité quelques fabriques, entre autres les magasins de MM. Grand frères.

Don Carlos est de taille moyenne; il porte des moustaches blondes et rousses; les traits de sa figure rappellent assez bien du reste le type bourbonnien. Il est sobre de paroles; mais quand il parle, sa figure, ordinairement peu expressive, s'anime et devient intéressante. Ses manières, sans manquer de distinction et de noblesse, se recommandent surtout par la simplicité et par un caractère de résignation répandu sur toute sa personne. La princesse de Beira se fait plus particulièrement remarquer par sa grâce naturelle, par son affabilité et la vivacité de son esprit; elle s'exprime en français avec une élégante facilité, et elle cause volontiers.

Les autorités constituées de notre ville ont rendu aux augustes voyageurs une visite de convenance.

Le prince et sa suite ont quitté Lyon ce matin pour se rendre à Avignon par les bateaux à vapeur du Rhône, et de là aux eaux de St-Germain.

« M. de Metternich a reçu du roi de Prusse l'invitation de lui faire une visite au château de Brühl près de Bonn, où le roi compte se rendre dans le commencement du mois d'août, pour y recevoir S. M. la reine Victoria et son auguste époux le prince Albert.

« Un correspondant de Tunis écrit, à propos du débarquement des troupes à Tripoli, que « l'intention de la Porte est de tenter un coup de main sur Gerbi et de soulever ensuite les populations du sud-est de la Régence pour marcher sur Tunis.

« La mort vient d'enlever à l'Angleterre un de ses hommes les plus illustres : lord Grey, dont une longue maladie minait les forces depuis longtemps, a succombé jeudi soir, à Norwick-Aabb, Northumberland.

« On écrit de Saint-Petersbourg, à la date du 30 juin au *Constitutionnel*.

« On est préoccupé, dans notre capitale, d'un incident grave auquel a donné lieu une collision survenue entre M. le ministre de la justice, M. le comte Panin, et M. le comte Bolognoff, rédacteur des lois russes. Le premier déclare que les tribunaux ne sauraient marcher, tant les lois sont défectueuses.

« L'empereur Nicolas ayant été instruit de ce débat, a ordonné, par un ukase du 19 juin, au lieutenant-général Malinowski, chef de la première division d'infanterie, ainsi qu'au lieutenant-général Gurko 1^{er}, de s'occuper au sénat, attendu que comme ces généraux ont donné des preuves irréductibles de leur habileté à faire marcher leurs divisions, l'empereur est convaincu qu'ils feront également bien marcher le sénat.

« Le *Times* dit que ses lettres particulières de Pétersbourg du 5 de ce mois lui annoncent que l'armée russe a éprouvé de nouveaux revers dans le Caucase.

« Quelques cas de fièvre typhoïde se sont déclarés au grand séminaire de Reuven. L'incubité causée par cette maladie, la crainte qu'elle ne se propageât et ne fit de nombreuses victimes, ont engagé les chefs de cet établissement à devancer l'époque ordinaire des vacances. Déjà tous les jeunes gens ont été renvoyés dans leurs familles, sauf un très petit nombre d'élèves dont l'état demande des soins, mais n'offre aucune inquiétude sérieuse.

« Une ordonnance du roi, du 19 juin, que publie

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

travaux de l'ordonnance du 20 mai. Le conseil a adopté les conclusions

seulement aujourd'hui le journal officiel, fait remise des amendes prononcées postérieurement à l'annulation du 23 juin 1842, 1^{re} contre les entrepreneurs. Je m'aggraverai et de rouler au trot, pour des surcharges qui n'excederaient pas les nouveaux poids réglés par l'ordonnance du 5 octobre 1843; 2^e contre les entrepreneurs de roulage au pas, pour des surcharges qui n'excederaient pas les nouveaux tarifs fixés par l'ordonnance du 2 octobre 1844; 3^e contre tout voiturier ayant employé des voitures à jantes étroites et qui se trouverait dans les cas d'exception prévus par les art. 3 et 4 de cette dernière ordonnance. Les sommes déjà recouvrées ne seront pas restituées.

— M. Martin (de Strasbourg) se présente pour succéder, comme député, à M. Schutzenberger, démissionnaire.

La chambre des pairs a terminé ses travaux le 18 juillet.

La session a duré 6 mois et 22 jours; le nombre de ses séances a été de 92. La discussion de l'adresse qui n'avait jamais occupé plus de 3 ou 4 séances en a duré 6 cette année; celle sur les fonds secrets, à l'occasion de laquelle a été soulevée la question religieuse, a occupé la chambre pendant 3 séances.

L'adresse a été votée par 111 voix contre 39. Les fonds secrets ont été adoptés par 111 voix contre 44.

Pendant le cours de la session qui vient de s'écouler la chambre a voté 60 projets de loi, dont 4 propositions émanées de l'initiative de l'autre chambre.

Le jour où fut close la session de 1844, la chambre des pairs se composait de 283 pairs reçus. Depuis cette époque elle a perdu 17 de ses membres. Ce nombre de décès a excédé la moyenne, qui depuis 1830 a été de 13 par année, la chambre des pairs se trouvant donc réduite par ces décès à 286; mais 36 nouveaux pairs ont été nommés par ordonnance des 27 novembre 1844, 6, 13 et 19 avril, 1 et 19 mai et 9 juillet 1845. Quatre de ces nouveaux pairs ont été empêchés par leur absence de se faire recevoir avant la fin de la session.

Le chiffre des pairs reçus est donc en ce moment de 300. Le chiffre le plus élevé qu'ait atteint la chambre depuis son institution a été celui de 342 membres.

CHRONIQUE DE 25. — Don Carlos a fait demander au pape l'autorisation de rester à Rome; cette autorisation lui a été accordée, dit-on, par le Saint-Père. — La statue du duc d'Orléans a continué aujourd'hui sa marche triomphale à travers Paris. Des femmes et des enfants n'ont cessé de jeter des fleurs, des couronnes sur le front de bronze qui rappelle les traits du prince populaire. — M. le comte de Saint-Aulaire, notre ambassadeur de France en Angleterre, vient d'arriver à Paris.

Le supplément alloué aux capitaines de corvette embarqués comme seconds vient d'être porté du cinquième au tiers de leur solde fixe.

(*Démocratie pacifique*).

RÉCIT D'UN OFFICIER ESPAGNOL SUR LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS DU DARRA.

« Le 17 juin, sur la rive gauche de l'un des ruisseaux qui vont se jeter dans la mer nommée d'abord Boudjrab et plus loin Bel-Amria, quelques Kabiles s'avancèrent en tirailleurs, et ne cessèrent pas leur feu, même lorsqu'un de nos bataillons se dirigea de ce côté pour couper les filets et autres arbres fruitiers, et pour brûler quelques maisons. Je partis avec ce bataillon, et m'avancai, avec plusieurs officiers, quinze cavaliers du Goum et autant de fantassins, pour reconnaître des grottes où l'on savait qu'une

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au Bureau du Journal et à Paris à l'Office Correspondant, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Port des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

VOIE DÉFINITIVE DU PORT DE BASTIA.

Dans sa séance du 11 juillet, la Chambre des Pairs a voté le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amélioration de différents ports de l'Océan et de la Méditerranée. Ainsi se trouve accomplie l'œuvre qui va donner un véritable port à Bastia et qui, dans un avenir prochain, contribuera si puissamment à la prospérité de notre île.

Tout a été dit sur cette importante question. Aujourd'hui elle est définitivement tranchée. Jusqu'ici Bastia se trouvait comme forcement arrêtée dans son développement; aujourd'hui rien ne s'oppose plus à ce qu'elle s'étende, s'agrandisse et arrive au but que lui ont assigné tous les esprits prévoyants. Le gouvernement, les chambres ont accordé à cette ville un bienfait immense. Le concours empressé avec lequel Bastia a offert de prendre part aux dépenses, a contribué à accélérer la présentation d'un projet de loi si impatiemment attendu; mais aussi l'appui énergique, infatigable que Bastia a trouvé de la part de l'un des enfants de la Corse, a contribué puissamment à la solution de grandes difficultés.

Ce qui vient d'arriver pour le port de Bastia montre que l'accord de toutes les volontés, les sacrifices spontanés peuvent produire d'avantages et obtenir de succès. Que cette leçon si utile profite au reste de notre pays. Il faut savoir faire abnégation de ses intérêts du moment, de ses préférences personnelles; il faut accepter sa part de sacrifices, aller au devant des justes exigences, sous ce rapport, du gouvernement, si on veut espérer obtenir ce qu'il accorde et que l'on demande. Il faut que chacun paie de sa personne; et cela est plus que juste, puisqu'en définitive c'est la Corse qui, la première, directement doit recueillir les profits des travaux dont elle sollicite l'accomplissement.

COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

DISTRIBUTION DES PRIX.

Dans toutes les villes du continent, cette solennité littéraire attire une grande foule de spectateurs; s'empresse d'assister au dénouement si intéressant des luttes pacifiques de l'enfance. Non seulement les parents des lauréats, mais encore les amis et les étrangers sont attirés à cette réunion, et l'enceinte quelque vaste qu'elle soit, est toujours trop étroite, pour contenir la foule qui s'y presse bienvenue. Les autorités civiles, judiciaires et militaires se font un devoir de relever de leur présence les solennités qui font pressentir à la société les hommes qui, dans un avenir prochain, prendront une part active à ses affaires; les cours et les tribunaux assistent à ces distributions en costume officiel, pour donner plus de pompe et plus de relief à ces prix et à ces couronnes qui viennent récompenser le travail d'une année. Ces deux sociétés, celle de l'avenir, celle du présent, se confondent ainsi, s'unissent et témoignent de la solidarité qui existe entre elles; n'est-ce pas en effet à ceux qui sont hommes, qui sont dépositaires de l'autorité publique à former par leurs exemples ceux qui en sont encore au noviciat des premiers travaux littéraires, des premiers tâtonnements de l'éducation, de la vie publique, par les premiers essais de la vie en commun avec tous ses sacrifices, ses devoirs et ses avantages? Quand ces derniers voient l'importance que la société attache à cette vie cachée, obscure encore; qu'elle lui réserve, à ses grands jours, ses sympathies et les témoignages éclatants de son concours et de sa présence, ne voient-ils pas, en leurs jeunes cœurs, s'élever et grandir la volonté de répondre à ces prévenances; quand ils comprennent que tous ont les yeux fixés sur eux, que tous attendent de nobles choses d'eux, ne sentent-ils pas leur ardeur s'accroître et leur courage se doubler?

Ces concours publics que l'on trouve si nombreux, si

empressés ailleurs, n'est donc pas seulement une pompe stérile, un bruit vain et sans signification; mais il porte avec lui son enseignement. En accroissant l'importance que porte avec elle l'éducation publique, et que les esprits sages et éclairés lui accordent, l'éducation elle-même se relève et d'un fait obscur, privé, elle devient un acte public, solennel, sous lequel se regroupent les espérances et l'attente inquiète et exigeante de la cité et de la patrie.

Cette année la chapelle du collège royal avait été disposée comme les années précédentes, pour cette solennité. M. le marquis de St-Simon, lieutenant-général, commandant la 17^e division, s'était rendu à cette réunion accompagné de tous les officiers en garnison à Bastia. Des membres de la cour royale, des tribunaux de première instance, du commerce, du conseil municipal étaient placés en face de l'état-major. MM. les curés de la ville, M. le sous-préfet, et M. le premier président de la cour royale s'étaient empressés de venir assister à cette fête de famille. Un grand nombre de dames, d'honorables citoyens occupaient une partie de l'enceinte qui était loin d'être remplie comme elle devait l'être dans une circonstance semblable. Cette indifférence que nous ne savons comment expliquer est fâcheuse puisqu'elle amoindrit une véritable fête qu'on ne saurait trop relever.

Le corps universitaire, présidé par M. Huart, recteur de l'académie de la Corse, s'est enté dans la chapelle à trois heures et est allé se placer sur une estrade élevée au fond de la chapelle. Le chœur de l'église était voilé par deux grands rideaux provenant de la galerie du cardinal Fesch et par un double faisceau de drapeaux tricolores qui entouraient le buste du roi. L'excellente musique du 10^e de ligne, qui a exécuté plusieurs morceaux pendant la cérémonie, était placée derrière cette estrade.

Trois discours ont été successivement prononcés. Le premier par M. Durieux, censeur des études au collège royal. Il avait pris pour texte l'utilité de l'histoire au point de vue militaire; sujet presque populaire en Corse où le courage militaire est si commun, où tant d'enfants et d'hommes faits demandant à la carrière des armes les moyens d'utiliser cette activité infatigable, qui caractérise si énergiquement notre population. M. Durieux a tiré un excellent parti de ce thème qui prêtait à des rapprochements heureux, à des aperçus ingénieux et qui en mettant au service du guerrier du 19^e siècle l'expérience entière des siècles écoulés, triple ses forces et lui donne l'habileté, la prudence, la prévision des habiles généraux qui nous ont précédés. Dans un sujet semblable il y avait des allusions inévitables et M. Durieux a su les faire avec une verve, une chaleur entraînant qui ont vivement ému l'auditoire. Le nom de Napoléon, que l'on retrouve partout où il s'agit de parler de grandes choses, aussi bien dans l'ordre de la paix que dans celui de la guerre, a été évoqué par l'orateur avec à propos et entraînement. L'auditoire a été surtout saisi par ce récit dans lequel M. Durieux retraçait le tableau si vivant du vieux soldat qui lisait dans la solitude du foyer domestique, les récits des grandes actions militaires du 19^e siècle, se laissait aller irrésistiblement à l'enthousiasme qu'inspire cette poésie de géants et voyant comme présent devant lui l'inspiration de ces brillants faits d'armes, répétait avec ivresse et comme malgré lui ce cri de longue vie prodigé si souvent par les vieilles bandes de l'empire à leur chef immortel. L'histoire enseignée, rappelée ou recommandée de la sorte doit trouver de fervents disciples et comme l'histoire a encore un grand nombre d'apercus non moins saisissants, d'avantages non moins incontestables, d'utilité pratique tout aussi claire, que l'orateur a rappelés avec tout autant de bonheur que d'à-propos, nous concevons difficilement que cet enseignement, qui devient de plus en plus nécessaire alors que la liberté politique s'étend et se consolide et que les devoirs de tous se multiplient, ne trouve pas même parmi la jeunesse de nos écoles, cet enthousiasme qui fait aborder de front les difficultés de l'étude et de cette ardeur patiente qui les fait surmonter; de nombreux applaudissements, partis de tous les rangs, ont témoigné que la parole de l'orateur avait été comprise.

Après ce discours d'une simplicité nerveuse, plein de fait et de graves conseils, où tous les grands actes de la stratégie anciens et moderne ont été rappelés en peu de mots clairs et concis, M. Haric, proviseur du Collège royal, s'est levé et s'adressant aux parents il leur a rappelé que les espérances conçues, il y a deux ans, sur la prospérité de l'établissement qu'il dirige étaient aujourd'hui réalisées. Puis, parlant des devoirs réciproques des parents et de l'autorité, à laquelle ils ont confié leurs enfants, il s'est attaché à expliquer et à définir ce que devait être cette sévérité, la meilleure et la plus solide garantie de toute bonne éducation. Nous ne pouvons suivre l'orateur dans les développements ingénieux qu'il a donnés; nous dirons seulement qu'il a dû complètement rassurer ses familles et que les mères les plus faciles à se laisser effrayer par ce mot de sévérité, ont dû bannir tous leurs soucis. Quand elles ont pu comprendre que la sévérité, dont on les entretenait, était tempérée par les ménagements, les précautions et cette affection permanente, intelligente qui font de l'autorité une protection acceptée avec empressement par la jeunesse elle-même et non un épouvantail qui tarit la confiance et étouffe la souriante dans les larmes, quand elles ont compris toutes ces choses, dites en très bons termes, elles ont dû se rassurer, en même temps que les jeunes élèves témoignaient par leur attitude que l'orateur ne faisait que raconter ce qu'ils avaient souvent éprouvé. M. le Proviseur a trouvé des paroles touchantes en exposant avec habileté des théories qui, au premier abord, peuvent effrayer la tendresse un peu exigeante des mères, mais qu'il a bientôt su rendre attrayantes en les exposant telles qu'il les conçoit et les pratique. Cette confiance réciproque du chef d'un établissement d'éducation et des pères de famille est la première condition pour que le but proposé s'atteigne sagement et M. le Proviseur l'a constatée en termes assez heureux pour rassurer complètement le public et les pères de famille. Son discours a été suivi de nombreux applaudissements.

M. le Recteur s'est alors levé et dans une allocution chaleureuse il a adressé aux élèves et au public des paroles pleines d'entraînement. Il n'a pu se dérober aux pensées tristes qui l'avaient assailli alors qu'en entrant le matin au Collège, il s'était rappelé les tristes événements des premiers mois de cette année classique, à la suite d'une nouvelle mort qui, quelques jours auparavant avait frappé d'une nouvelle douleur maîtres et élèves et avait ravivé d'une façon si triste les regrets amers du commencement de l'année. Ces paroles pleines d'une profonde et douloureuse sympathie ont vivement impressionné le public. M. le Recteur a profité de cette amère circonstance pour rappeler à cette jeunesse oublieuse les graves enseignements que présente l'incertitude des choses de la vie. Puis, passant à la situation actuelle de l'établissement, aux progrès accomplis par les élèves, il a exprimé publiquement la satisfaction, et aussi l'étonnement qu'avaient éprouvé MM. les Inspecteurs généraux en trouvant le Collège royal de Bastia, après deux années seulement d'existence, placé au niveau des meilleurs Collèges royaux du Continent du même ordre. Cette expression publique de la satisfaction de l'autorité universitaire a vivement satisfait l'auditoire qui recevait avec bonheur la constatation officielle des progrès accomplis et l'espérance certaine des nouveaux progrès pour l'avenir. M. le Recteur a terminé en adressant aux jeunes élèves de sages et paternels conseils exprimés avec ce ton de profonde conviction, cette élégance de style, ce choix d'expressions harmonieuses qui donnent une nouvelle force et plus de persuasion au langage de la raison; en retraçant, en peu de mots les principaux bienfaits du gouvernement de juillet prodigués à la Corse et

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

d'entre eux se détachèrent vers nous et firent feu d'une distance énorme, ce qui lui causa néanmoins que les cavaliers du Goum nous abandonnèrent vers à nous.

» Au moyen de nos guides on fit appel à l'un des Arabes et on lui dit que s'ils ne se soumettaient pas ils seraient brûlés par les Français qui avaient 56 mules chargées de matières combustibles; l'Arabe répondit sans se troubler qu'ils étaient résolus à se défendre.

» Le 18, nous partîmes de bonne heure avec deux bataillons et demi, une pièce d'artillerie de montagne, la cavalerie et le corps du Goum, pour assiéger la fameuse grotte ou caverna que nous avions reconnue la veille, située sur le bord du ruisseau Frechih, et nommée Ghar-el-Frechih (grotte de Frechih).

» Après avoir posté des chasseurs devant les ouvertures, placés du côté le plus accessible du Kantara, les troupes commencèrent à couper du bois et à ramasser de la paille pour allumer le feu à l'entrée de l'ouverture, et obligèrent ainsi les Arabes à se rendre, attendu que tout autre genre d'attaque eût été très-sanguin et presque impossible.

» A dix heures du matin, on commença à jeter des fagots du haut du contrefort-El-Kantara; mais le feu ne se déclara qu'à midi, à cause de l'obstacle qu'opposait à la flamme, à ce que l'on croyait, un grand amas d'eau que l'on supposait exister à l'entrée; mais bien plus vraisemblablement à cause de la mauvaise direction que l'on avait donnée aux matières combustibles.

» Pendant la soirée, les tirailleurs s'approchèrent davantage et serrèrent de près les ouvertures de la grotte; néanmoins un des Arabes parvint à se sauver du côté de l'est, et sept autres gagnèrent les bords du ruisseau, où ils firent provision d'eau dans des outres.

» Vers une heure, on recommença à jeter, à l'ouverture de l'orient, des fagots qui, cette fois, prirent feu immédiatement, et dont les flammes et la fumée, poussées par le vent, pénétraient dans l'intérieur de la grotte. Ce même jour, on avait allumé le feu devant les deux ouvertures de l'autre côté; et, par une circonstance singulière, le vent poussait aussi les flammes et la fumée dans l'intérieur, sans qu'il en partît presque rien au dehors, de sorte que les soldats pouvaient pousser les fagots dans les ouvertures de la caverna, comme dans un four.

» On ne saurait décrire la violence du feu. La flamme s'élevait au haut du Kantara, élevé de 60 varas environ (la vara a un mètre de longueur) et d'épaisses colonnes de fumée tourbillonnaient devant l'entrée de la caverna. On continua à attiser le feu toute la nuit et on ne cessa qu'au point du jour. Mais alors le problème était résolu. On n'entendait plus aucun bruit. A minuit, seulement, quelques détonations avaient retenti dans l'intérieur de la grotte, ce qui avait fait penser que l'on se battait, mais il est plus probable que les Arabes se suicidaient. A 4 heures 1/3, je m'acheminai vers la grotte, avec deux officiers du génie, un officier d'artillerie et un détachement de 50 à 60 hommes de ces deux corps. A l'entrée se trouvaient des animaux morts, déjà en putréfaction, et enveloppés de couvertures de laines qui brûlaient encore. On arrivait à la porte par une traînée de cendre et de poussière d'un pied de haut; et de là nous pénétrâmes dans une grande cavité de 30 pas environ. Rien ne pourrait donner une idée de l'horrible spectacle que présentait la caverna. Tous les cadavres étaient nus, dans des positions qui indiquaient les convulsions qu'ils avaient dû éprouver avant d'expirer, et le sang leur sortait par la bouche par suite de la putréfaction; mais ce qui causait le plus d'horreur, c'était de voir des enfants à la mamelle géant au milieu de débris de moutons, de sacs de fèves, etc. On voyait aussi des vases de terre qui avaient contenu de l'eau, des caisses de papiers et un grand nombre d'effets. Malgré tous les efforts des officiers, on ne put empêcher les soldats de s'emparer de tous ces objets, de chercher les bijoux et d'emporter des burnous tout sanglants. J'ai acheté un collier pris sur un des cadavres et je le garderai, ainsi que deux yatagans que le colonel nous a envoyés comme un souvenir de ces effroyables scènes. Personne n'a pu savoir ce qui s'est passé dans la grotte, si les Arabes, étouffés par la fumée, se sont résignés à la mort avec ce stoïcisme dont ils se font gloire, ou bien si ce sont leurs chefs et les fanatiques marabouts qui se sont opposés à leur sortie. Quoi qu'il en soit, ce drame est horrible et jamais à Sagunto ou à Numance plus de courage barbare n'a été déployé.

» Le nombre des cadavres s'élevait de 800 à 1,000. Le colonel ne voulut pas croire à notre rapport, et il envoya d'autres soldats pour compter les morts. On en sortit de la grotte 600 environ, sans compter tous ceux qui étaient entassés les uns sur les autres, ni les enfants à la mamelle, presque tous cachés dans les vêtements de leurs mères. Le colonel témoignait toute l'horreur qu'il éprouvait d'un si terrible résultat; il redoutait principalement les attaques des journaux qui ne manqueraient pas, sans doute, de critiquer un acte si déplorable, quoique inévitable, à mon avis.

» Ce qu'il y a de certain, c'est que l'on a obtenu ainsi que tout le pays se soumette. De tous côtés il nous arrive des fusils et des parlementaires; le prestige superstitieux qui s'attachait aux grottes est détruit pour toujours dans ce pays; ce prestige était immense; jamais les Turcs n'avaient osé les attaquer, et ces idées étaient justifiées ici par le fanatisme religieux et par d'anciennes prophéties qui faisaient croire que ces cavernes étaient imprégnables.

» Il n'y a pas eu d'autre prisonnier que la femme et le fils d'un kalifat, qui s'est échappé, et quelques autres Arabes dont l'état exige des soins.

» Le 23 au soir nous avons porté notre camp à une demi-lieue plus loin, chassés par l'infection, et nous avons abandonné le camp aux corbeaux et aux vautours qui venaient depuis plusieurs jours autour de la grotte, et que de notre nouveau campement on voyait emporter d'énormes débris humains.

» Le 27 juin, nous sommes arrivés à Mambusichit-Nighel, à demi-lieue de la mer. Le 4 ou le 5 nous devons être rendus à Orléansville, et le 10 ou le 12 à Alger.

— Les journaux d'Alger justifient la conduite du colonel Pellissier et démontrant la nécessité de l'événement du Dabra.

Voici comment s'exprime l'Alhakar :

» Il y a des gens qui ne s'étonnent pas que l'on crève à coups de canon un lac glacé sur lequel est rangé un corps de dix mille hommes qui tous périssent noyés (ceci s'est passé dans une grande arène où servait l'illustre père de l'auteur des interpellations faites à la tribune de la chambre des pairs); des gens à qui il semble tout naturel que l'on fasse pleuvoir sur une ville assiégée des boulets, bombes et obus qui tuent vieillards, femmes, enfants, et incendieront la demeure des citoyens inoffensifs; bien plus, qui admettent que lorsqu'on fait sortir les bouches inutiles de cette place assiégée, l'assiégeant puisse repousser à coups de canon cette masse d'infortunés, qui, dès lors, doivent mourir de faim entre les deux camps opposés.

» Cependant, quelle différence y a-t-il au fond entre ces moyens terribles et celui qui a été employé dans le Dabra? Il n'y en a qu'un, mais tout favorable à M. le colonel Pellissier : c'est que lui n'employait le feu que comme menace et non pour détruire; la fatalité a trompé toutes ses espérances et toutes ses prévisions; on ne saurait lui en faire un crime. Mais, dit-on, c'est la première fois qu'en Afrique les Français ont recouru à un pareil moyen : ceci est inexact, car M. le général Cavaignac, dont personne ne contestera l'humanité, s'en est servi contre les Sheah, qui se sont rendus. M. le colonel Pellissier pouvait, lui aussi, croire que les choses ne seraient point poussées jusqu'à l'extrémité, et que les Ouled-Riah prendraient également le parti de se rendre. Quant à les tenir assiégés, cela n'était pas possible : ils avaient avec eux des troupeaux et des provisions, un ruisseau coulait jusque dans les grottes. Il eût donc fallu commencer un blocus que la nécessité de ravitailler la colonne aurait forcément interrompu et, dès lors, rendu stérile. D'ailleurs, on ne saurait trop le répéter, personne ne croyait à l'affreuse catastrophe : on s'attendait à chaque instant à voir les Ouled-Riah sortir ou pour demander à se rendre ou pour s'ouvrir un passage les armes à la main. On n'a connu toute l'étendue du désastre que lorsque celui-ci était déjà accompli.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA.

Du 25 au 31 juillet.

NAISSANCES.

Alessandri Marie-Dominique, rue Spinola; Beverini Jean-Baptiste, vieux marché; Devoti Auguste, rue Droite; Maffei Marie-Cristine, fille naturelle reconnue, rue Napoléon; Delpino Jean-Jacques-André, rue St-Jean; Mignoni Georges, Traverse; Ghigini Alexandre, rue St-Angelo; Canessa Marie-Jacquette, rue de l'évêché; Costa Marie-Anne, rue St-Martin; Brizi Marie-Félicité, rue St-Joseph; Lega François-Antoine, rue des Terrasses.

MARIAGES.

Castighioni Hyacinthe, journalier, 30 ans, et Cambiaggio Marie-Catherine, 15 ans révolus, rue St-Erasme; Emanuelli Louis-Horace Scipion, gendarme à pied, 35 ans, et Nicolaj Angeline, 19 ans, rue St-Joseph; Del Monte Ferdinand, menuisier, 27 ans, et Santelli Marie-Catherine, tailleur, 23 ans, rue Napoléon.

DÉCÈS.

Ponte Lucrèce, servante, 18 ans, rue Spinola; Roncigolo André, 2 jours, rue Gualdo; Franchi, enfant mort né de sexe féminin, rue Chiappa; Gaillard Marie Thérèse, 9 mois, rue Guiletta; Romieu Pierre, propriétaire, veuf, 73 ans, rue St-Charles; Guaitella Hortense, 7 mois, rue St-Jean; Bianchi Jean-Baptiste, laboureur, 21 ans, hospice civil; Oliva Claire, femme Belgodero, 59 ans; Pietri Anne-Marie, femme Ema-

nuelli, 29 ans, Place d'armes; Antonelli Toussaint, 5 mois, vieux marché; Griva Marie, femme Gigante orfèvre, 50 ans, rue Droite; Amadio Vincent, marin, 64 ans, marié, vieux marché; Cartucci Olinto, fondeur de fer, 23 ans, Pontetto; Mattei Marie, née Perini, 70 ans, veuve; Villa Antoine, vigneron, âgé de 55 ans, marié, rue St-Joseph.

Un garçon et une fille enfants trouvés.

Le Sieur JEAN AGARINI, Traiteur à Piedicroce et à Stazona d'Greza, croit devoir prévenir le public qu'il n'est associé avec personne et qu'il travaille pour son propre compte.

CORS aux PIEDS.

Le Taffetas Gummi de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur, ainsi que les oignons et durillons. — Dépôt à Bastia chez M. Pomonti pharmacien. (7455).



Le Grant, N. TARTAROLI.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

TOULON 23 juillet, tartane Mexicain, français, de 45 tx, cap. Bonnard, lest.
LIVOURNE 25 id. golette Assomption, français, de 42 tx, cap. Thiers, blé.
LIVOURNE 25 id. mistick Conception, français, de 30 tx, cap. Bonelli, blé.
MARSEILLE 25 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, cap. Valzi, divers.
LIVOURNE, 26 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, cap. Bugliani, passagers.
PORTOVECCHIO 26 id. mistick Pipi, français de 29 tx, cap. Guaitella, sel.
LEUCATE 27 id. bateau Neptune, français, de 38 tx, cap. Damoy, vin.
TOULON 27 id. Dauphin, français, de 26 tx, cap. Daunoy, lest.

GENÈS 28 id. bouf. Jésus-Marie, sarde, de 18 tx, cap. Figallo, riz.
CETTE 28 id. brick-golette Assomption, français, de 60 tx, cap. Oliva, sel.

DE LA PLAGE, 28 id. bouf. Conception, français, de 22 tx, cap. Dapelo, planches.
MACINAGGIO, 28 id. golette S. Joseph, de 38 tx, cap. Santi, lest.

MARSEILLE, 29 id. brick-golette Conception, français, de 50 tx, cap. Raffucel, houille.
MARSEILLE, 30 id. paquebot Bastia, français, de 120 chev. cap. Santi, dépêches.

DÉPARTS.

A LA PLAGE, 21 juillet, bouf. Conception, français, de 22 tx, cap. Dapelo, lest.
MARSEILLE, 25 id. paquebot Ajaccio, français, de 120 chev. cap. Prudent, dépêches.
MARSEILLE, 27 id. bat. à vap. Letizia de 73 tx, cap. Valzi, divers.
BONIFACIO, 28 id. bouf. Précurseur, français, de 25 tx, cap. Valery, vin.
LIVOURNE, 28 id. golette Assomption, français, de 42 tx, cap. Thiers, lest.
LIVOURNE 28 id. mistick Assomption, français, de 29 tx, cap. Siretti, lest.
LIVOURNE, 29 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, cap. Bugliani, passag.
PROPANO, 30 id. bateau Jeune Cléante, français, cap. Sanguinetti, lest.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Librairie d'Edouard Legrand, quai des Augustins, 59, à Paris.

CODE MARITIME,

OU LOIS DE LA MARINE MARCHANDE, Administratives, de Commerce, Civiles et Pénales, par M. BAUSANT, président du tribunal de Marennes. 2 vol. in-8° 16 fr.
THÉORIE DU CODE PÉNAL, par MM. Chauveau et Hélie, 2^e Édition, 6 forts volumes in-8° de 600 pages, avec des Tables faites avec soin. — Prix : 50 fr. (7467.)

Librairie d'Edouard Legrand, quai des Augustins, 59, à Paris.

THÉORIE DU CODE PÉNAL,

Par MM. CHAUVEAU ADOLPHE, Professeur de droit administratif à Toulouse, et FAUSTIN HÉLIE, chef des affaires criminelles au ministère de la justice. 2^e ÉDITION. — 6 forts vol. in-8° de 600 pages avec des Tables faites avec soin. — Prix : 50 fr.
CODE MARITIME, par M. Bausant, 2 vol. in-8° 16 fr. (7467.)

sur tout à Bastia, il a excité vivement ce sentiment de reconnaissance dans tous les cœurs et a rendu plus étroit encore pour le jeune homme l'obligation de travailler sérieusement, l'obligation de répondre dignement à l'attente du gouvernement, aux justes espérances du pays. De nombreux applaudissements ont prouvé à M. le Recteur que ses intentions avaient été comprises.

M. le Censeur a ensuite proclamé les prix et les accessits qui ont été distribués aux élèves. Nous publions ici les noms des lauréats qui ont obtenu les premiers et les seconds prix. A cinq heures et demie la séance a été levée et les élèves, en rentrant dans le sein de leurs familles pour six semaines, y porteront sans aucun doute, les habitudes d'ordre et de travail qu'ils ont contractées au Collège.

DISTRIBUTION DES PRIX

DU COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

Prix d'excellence

DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 1844-45.

PHILOSOPHIE.

Prix unique. MM. Frison Vincent, de Bastia, élève externe.

RHÉTORIQUE.

Prix unique. Camoin-Vence Charles, de Bastia, interne.

SECONDE.

1^{er} prix. Biadelli Raphaël, de Bastia, ext.
2^o prix. Gaudin Octave, de Bastia, int.

TROISIÈME.

1^{er} prix. Filippi Pierre, Vescovato, int.
2^o prix. Podesta Charles, de Bastia, ext.

QUATRIÈME.

1^{er} prix. Agostini François, d'Oletta, ext.
2^o prix. Marinacci J. Bap. d'Ometta, ext.

CINQUIÈME.

1^{er} prix. Brisset François de Cervione, ex.
2^o prix. Tavigo Jean-Bapt. de Bastia, ext.

SIXIÈME.

1^{er} prix. Pierangeli V. Louis, Bastia, ext.
2^o prix. Fabiani Antoine, de Bastia, int.

SEPTIÈME.

1^{er} prix. Vannucci Charles, de Bastia, ext.
2^o prix. Latour Emile, de Bastia, int.

HUITIÈME.

1^{er} prix. Cristofini Charles, de Penta, int.
2^o prix. Retali P. Paul, S. Martino, ext.

HUITIÈME.

1^{er} prix. Ettore H., de Portovecchio, ext.
2^o prix. Paoli F. Xavier, de la Porta, int.

COURS PRÉPARATOIRE

AUX ÉCOLES SPÉCIALES.

Prix unique. De Cardo Camille, de Lille, int.

COURS DE FRANÇAIS.

Première Division.

1^{er} prix. Poggi Ange, de Bastia, ext.
2^o prix. Bobis Antoine, de Bastia, ext.

Deuxième Division.

1^{er} prix. Feydel Pierre, de St-Florent, ext.
2^o prix. Milanta Sébastien, Bastia, ext.

Deuxième Semestre.

CLASSE SUPÉRIEURE DE FRANÇAIS.

Première Division.

1^{er} prix. Poggi Ange, de Bastia.
2^o prix. Cecconi Sébastien, de Bastia.

Deuxième Division.

1^{er} prix. Poggi Ange, 3 fois nommé.
2^o prix. Agostini Joseph, déjà nommé.

Troisième Division.

1^{er} prix. Poggi Ange, 4 fois nommé.
2^o prix. Agostini Joseph, 3 fois nommé.

Quatrième Division.

1^{er} prix. Poggi Ange, 5 fois nommé.
2^o prix. Agostini Joseph, 4 fois nommé.

Cinquième Division.

1^{er} prix. Poggi Ange, 6 fois nommé.
2^o prix. Agostini Joseph, 5 fois nommé.

Physique et Chimie (Prof. M. Barrat.)

1^{er} prix. Cecconi Sébastien, 3 fois nom.2^o prix. Mussard O. de l'île Bourbon.3^o prix. Feydel Pierre, de St-Florent.4^o prix. Mussard Omer, déjà nommé.5^o prix. Franciosi Camille, déjà nommé.6^o prix. Franciosi Camille, 3 fois nom.7^o prix. Feydel Pierre, 3 fois nommé.8^o prix. Mussard Omer, 4 fois nommé.9^o prix. Mussard Omer, 5 fois nommé.10^o prix. Franciosi Camille, 5 fois nom.

CLASSE DE HUITIÈME.

PROFESSEUR M. BOUCHEZ.

1^{er} prix. Paoli Xavier, de la Porta,
2^o prix. Torre Philippe, Tomino,3^o prix. Ettore Vincent déjà nommé,
4^o prix. Lepidi Joachim, de Tallone,5^o prix. Lepidi Joachim, déjà nommé,
6^o prix. Sammarcelli J.-B. 3 fois nom.7^o prix. Lepidi Joachim, 3 fois nommé.8^o prix. Lepidi Joachim, 4 fois nom.9^o prix. Sammarcelli J.-Bapt. 6 fois nom.10^o prix. Lepidi Joachim, 5 fois nom.

CLASSE DE SEPTIÈME.

PROFESSEUR M. ROUBAUD.

1^{er} prix. Cristofini Charles, de Penta,
2^o prix. Retali P. Paul, de St Martino.3^o prix. Petriniani François, déjà nom.4^o prix. Retali Pierre-Paul, déjà nom.5^o prix. Cristofini Charles, 3 fois nom.6^o prix. Retali Pierre-Paul, 3 fois nommé7^o prix. Cristofini Charles, 4 fois nom.8^o prix. Petriniani François, 3 fois nom.9^o prix. Cristofini Charles, 5 fois nom.10^o prix. Retali Pierre-Paul, 5 fois nom.11^o prix. Valéry Solon, 6 fois nom.,
12^o prix. Retali Pierre-Paul, 6 fois nom.13^o prix. Cristofini Charles, 7 fois nom.14^o prix. Pietri Darius, de Sartene.

CLASSE DE SEPTIÈME.

PROFESSEUR M. GUERIN (CHARLES).

1^{er} prix. Latour Emile, de Bastia,
2^o prix. Vannucci Charles, de Bastia,3^o prix. Vannucci Charles, déjà nom.4^o prix. Suzzoni Jean-Paul, déjà nom.5^o prix. De Giocanti J.-B^{te}, 3 fois nom.6^o prix. Latour Emile, 3 fois nom.7^o prix. Vannucci Charles, 4 fois nom.8^o prix. Guelfucci Ernest, déjà nom.9^o prix. Laurelli Alexandre, d'Isolaccio,10^o prix. De Giocanti J.-B^{te}, 5 fois nom.11^o prix. De Giocanti J.-B^{te}, 6 fois nom.2^o prix. Suzzoni Jean-Paul, 5 fois nom.3^o prix. Laurelli Alexandre, 3 fois nom.4^o prix. Vannucci Charles, 6 fois nom.

CLASSE DE SIXIÈME.

PROFESSEUR M. CASTELLI (CAMILLE).

1^{er} prix. Fabiani Antoine, de Bastia,
2^o prix. Pierangeli Vincent, de Bastia,3^o prix. Fabiani Antoine, déjà nom.4^o prix. Simoni Pascal, déjà nom.5^o prix. Pierangeli Vincent, déjà nom.6^o prix. Pierangeli Vincent, 3 fois nom.7^o prix. Fabiani Antoine, 5 fois nom.8^o prix. Pierangeli Vincent, 4 fois nom.9^o prix. Simoni Pascal, 4 fois nom.10^o prix. Pierangeli Vincent, 5 fois nom.

CLASSE DE CINQUIÈME.

PROFESSEUR M. DOUSSET.

1^{er} prix. Brisset François, de Cervione,
2^o prix. Santini Félix, de Perelli,3^o prix. Rossi Pierre, déjà nom.4^o prix. Brisset François, déjà nom.5^o prix. Brisset François, 3 fois nom.6^o prix. Massiani Benoit, déjà nom.7^o prix. Brisset François, 4 fois nom.8^o prix. Sala Auguste, de Bastia,9^o prix. Brisset François, 5 fois nom.10^o prix. Santini Félix, 3 fois nom.11^o prix. Brisset François, 6 fois nom.12^o prix. Viale Jean-Baptiste, de Bastia.

CLASSE DE QUATRIÈME.

PROFESSEUR M. MATTEI.

1^{er} prix. Casale Fidèle, de Bastia,
2^o prix. Agostini Philippe, de Volpajola,3^o prix. Casale Fidèle, déjà nom.4^o prix. Lazarotti Vincent, de Bastia,5^o prix. Casale Fidèle, 3 fois nom.6^o prix. Grimaldi Nicolas, déjà nom.7^o prix. Grimaldi Nicolas, 3 fois nom.8^o prix. Barberin Antoine, déjà nom.9^o prix. Casale Fidèle, 5 fois nom.10^o prix. De Caraffa Vincent, 4 fois nom.11^o prix. Casale Fidèle, 6 fois nom.12^o prix. Agostini Philippe, déjà nom.13^o prix. Casale Fidèle, 7 fois nom.14^o prix. Lazarotti Vincent, 3 fois nom.

CLASSE DE TROISIÈME.

PROFESSEUR M. VAISSON.

1^{er} prix. Orabona Jean, de Novella,
2^o prix. Orabona Jean, déjà nom.3^o prix. Lucciana Louis, 3 fois nom.4^o prix. Filippi Pierre, déjà nom.

Vers latins.

1^{er} prix. Podesta Charles, 5 fois nom.2^o prix. Benedetti Vincent, de Bastia,3^o prix. Vannucci Pierre, de Corte.

CLASSE DE SECONDE.

PROFESSEUR M. DESDOUEST.

1^{er} prix. Orabona Antoine, déjà nom.2^o prix. Orabona Antoine, 5 fois nom.3^o prix. Orabona Antoine, 4 fois nom.4^o prix. Orabona Antoine, 5 fois nom.5^o prix. Orabona Antoine, 6 fois nom.6^o prix. Orabona Antoine, 7 fois nom.7^o prix. Orabona Antoine, 8 fois nom.8^o prix. Orabona Antoine, 9 fois nom.9^o prix. Orabona Antoine, 10 fois nom.10^o prix. Orabona Antoine, 11 fois nom.11^o prix. Orabona Antoine, 12 fois nom.12^o prix. Orabona Antoine, 13 fois nom.13^o prix. Orabona Antoine, 14 fois nom.14^o prix. Orabona Antoine, 15 fois nom.15^o prix. Orabona Antoine, 16 fois nom.16^o prix. Orabona Antoine, 17 fois nom.17^o prix. Orabona Antoine, 18 fois nom.18^o prix. Orabona Antoine, 19 fois nom.19^o prix. Orabona Antoine, 20 fois nom.20^o prix. Orabona Antoine, 21 fois nom.21^o prix. Orabona Antoine, 22 fois nom.22^o prix. Orabona Antoine, 23 fois nom.23^o prix. Orabona Antoine, 24 fois nom.24^o prix. Orabona Antoine, 25 fois nom.25^o prix. Orabona Antoine, 26 fois nom.26^o prix. Orabona Antoine, 27 fois nom.27^o prix. Orabona Antoine, 28 fois nom.28^o prix. Orabona Antoine, 29 fois nom.29^o prix. Orabona Antoine, 30 fois nom.30^o prix. Orabona Antoine, 31 fois nom.31^o prix. Orabona Antoine, 32 fois nom.32^o prix. Orabona Antoine, 33 fois nom.33^o prix. Orabona Antoine, 34 fois nom.34^o prix. Orabona Antoine, 35 fois nom.35^o prix. Orabona Antoine, 36 fois nom.36^o prix. Orabona Antoine, 37 fois nom.37^o prix. Orabona Antoine, 38 fois nom.38^o prix. Orabona Antoine, 39 fois nom.39^o prix. Orabona Antoine, 40 fois nom.40^o prix. Orabona Antoine, 41 fois nom.41^o prix. Orabona Antoine, 42 fois nom.

Histoire (Professeur M. Paul Rochette).

1^{er} prix. De Cardo Camille, 4 fois nom.2^o prix. De Cardo Camille, 5 fois nom.3^o prix. De Cardo Camille, 6 fois nom.4^o prix. De Cardo Camille, 7 fois nom.5^o prix. De Cardo Camille, 8 fois nom.6^o prix. De Cardo Camille, 9 fois nom.7^o prix. De Cardo Camille, 10 fois nom.8^o prix. De Cardo Camille, 11 fois nom.9^o prix. De Cardo Camille, 12 fois nom.10^o prix. De Cardo Camille, 13 fois nom.11^o prix. De Cardo Camille, 14 fois nom.12^o prix. De Cardo Camille, 15 fois nom.13^o prix. De Cardo Camille, 16 fois nom.14^o prix. De Cardo Camille, 17 fois nom.15^o prix. De Cardo Camille, 18 fois nom.16^o prix. De Cardo Camille, 19 fois nom.17^o prix. De Cardo Camille, 20 fois nom.18^o prix. De Cardo Camille, 21 fois nom.19^o prix. De Cardo Camille, 22 fois nom.20^o prix. De Cardo Camille, 23 fois nom.21^o prix. De Cardo Camille, 24 fois nom.22^o prix. De Cardo Camille, 25 fois nom.23^o prix. De Cardo Camille, 26 fois nom.24^o prix. De Cardo Camille, 27 fois nom.25^o prix. De Cardo Camille, 28 fois nom.26^o prix. De Cardo Camille, 29 fois nom.27^o prix. De Cardo Camille, 30 fois nom.28^o prix. De Cardo Camille, 31 fois nom.29^o prix. De Cardo Camille, 32 fois nom.30^o prix. De Cardo Camille, 33 fois nom.31^o prix. De Cardo Camille, 34 fois nom.32^o prix. De Cardo Camille, 35 fois nom.33^o prix. De Cardo Camille, 36 fois nom.34^o prix. De Cardo Camille, 37 fois nom.35^o prix. De Cardo Camille, 38 fois nom.36^o prix. De Cardo Camille, 39 fois nom.37^o prix. De Cardo Camille, 40 fois nom.38^o prix. De Cardo Camille, 41 fois nom.39^o prix. De Cardo Camille, 42 fois nom.40^o prix. De Cardo Camille, 43 fois nom.41^o prix. De Cardo Camille, 44 fois nom.42^o prix. De Cardo Camille, 45 fois nom.43^o prix. De Cardo Camille, 46 fois nom.44^o prix. De Cardo Camille, 47 fois nom.45^o prix. De Cardo Camille, 48 fois nom.46^o prix. De Cardo Camille, 49 fois nom.47^o prix. De Cardo Camille, 50 fois nom.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr. ; Six mois 8 fr. ; Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Correspond. de LÉOLIVET, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

Un déplorable sinistre a éclaté dans la nuit du 3 au 4 juillet à Bastia, vers les trois heures du matin. C'est l'établissement des Sœurs de St-Joseph qui en a été victime. Un violent incendie, dont on ne connaît pas encore les causes, mais qui ne saurait être le résultat d'une maladresse, du manque de prévoyance ou d'un vice de construction a détruit presque la moitié de cet édifice qui, malheureusement, par une circonstance indépendante de la volonté de son propriétaire, n'était pas assuré. Le factonnaire de l'hôpital militaire s'aperçut le premier de l'incendie; il en donna avis à l'hôpital et le directeur s'empressa d'envoyer tous les infirmiers et les hommes disponibles pour aller prévenir les sœurs et leurs pensionnaires et porter les premiers secours. Lours cris ayant éveillé les voisins, plusieurs personnes accoururent aussitôt sur les lieux et l'on put dès lors porter des secours. Le plus important était de sauver tout d'abord les personnes qui se trouvaient dans l'établissement au nombre de trente-huit et d'enlever tout ce qui, dans le mobilier, pouvait être arraché aux flammes. C'est ce que firent les infirmiers avec un zèle, un dévouement que nous ne saurions trop signaler et recommander. Par leurs soins dévoués les religieuses, les pensionnaires furent d'abord arrachées de la maison et mises en lieu de sûreté; puis une faible partie du mobilier put être enlevée avant que l'incendie qui continuait à faire des progrès n'eût rendu tout moyen de conservation impossible.

Parmi les infirmiers qui se sont le plus distingués nous devons citer les nommés Casanova, infirmier-major, caporal, Valeri, Mambrini, Ordioni et Médal; l'infirmier Casanova mérite surtout une mention particulière comme étant entré un des premiers dans la partie embrasée de l'édifice, afin de le dégager de tout ce qui pouvait alimenter l'incendie; mais enveloppé de flammes et de fumée, il fut obligé de s'élancer par une fenêtre du second étage pour échapper à une mort certaine. Dans sa chute il s'est blessé assez gravement pour être retenu au lit pendant plusieurs jours.

L'incendie qui s'était déclaré par le toit, continuait à étendre ses ravages; lorsque M. Casevecchio, contrôleur de la douane et l'un des premiers à être accouru sur les lieux, monta, après s'être concerté avec M. Carbuccia, propriétaire de la maison, sur le toit pour

faire la part du feu en isolant, par une coupure qui arrêta les progrès de l'incendie, le reste de la toiture qui n'était pas encore attaquée. Aidé de deux infirmiers et d'autres personnes de la ville, il réussit à éteindre l'incendie, lorsque la portion du toit embrasée s'écroula tout à coup.

M. Casevecchio fut assez heureux pour pouvoir se retirer sans avoir reçu aucune blessure. Pendant ce temps M. Carbuccia faisait une opération semblable à la partie opposée et grâce à cette précaution l'incendie put être concentré.

Pendant l'affluence des personnes qui venaient au secours devint bientôt considérable. La cloche de St-Jean sonnait l'alarme; les matelots de l'Antiope, leurs capitaines et officiers en tête, étaient accourus apportant avec eux leur pompe à incendie et ils la manœuvrèrent avec adresse et habileté. MM. l'inspecteur et le sous-inspecteur de la douane, à la tête des préposés, et des soldats de la douane ne tardèrent pas à arriver. Une chaîne ayant été organisée, une citerne située dans la maison fournit l'eau nécessaire pour alimenter la pompe, les troupes de la garnison, prévenues par les infirmiers de l'hôpital, et la gendarmerie, étaient accourues; les autorités civiles et militaires s'étaient rendues avec empressement sur les lieux, et l'on put combattre dès lors avec plus d'ensemble l'incendie dont on parvint à se rendre maître. Tout le monde, nous sommes heureux de le dire, a rivalisé de zèle et de dévouement et si quelque chose pouvait adoucir ce qu'il y a eu d'affreux dans ce sinistre, c'est l'empressement généreux avec lequel on s'est porté au secours de cet établissement. M. le curé de St-Jean a apporté un grand zèle et un grand dévouement à procurer des secours aux religieuses pendant toute la durée de l'incendie. Grâce à ce concours empressé, le mal, déjà considérable, a été moins grand qu'on aurait pu le redouter. Cependant la plus grande partie du mobilier de l'établissement a été perdue; deux dortoirs entiers, exceptés quelques lits; les trousseaux de élèves internes ont été brûlés; tous les effets des sœurs ont subi le même sort. Deux dortoirs ont été détruits et plusieurs pièces de la maison tellement endommagées qu'il faudra les reconstruire. Nous ne pouvons nommer toutes les personnes qui ont participé aux secours donnés dans cette triste circonstance; nous serions trop longs et c'est là un inconvénient qui dépose en faveur du zèle que tous ont apporté.

L'établissement des sœurs, qui a été si cruellement

frappé, mérite cependant d'exciter au plus haut degré la sympathie du gouvernement, comme il a su se concilier la confiance des familles à Bastia. Cette institution est une véritable bienfait pour notre ville, puisqu'elle procure l'éducation et l'instruction à plus de quatre cents enfants appartenant à toutes les classes de la société. Si les sœurs ont des pensionnaires et des externes qui leur versent une rétribution, elles donnent aussi gratuitement l'enseignement à un grand nombre de jeunes filles, qui, sans les sœurs, seraient privées de toute espèce d'instruction. C'est aussi dans cet établissement qu'a été formée la salle d'asile de Bastia qui ne se souvient que par le dévouement des sœurs et par les secours assez faibles de la bienveillance publique, la caisse de la ville de Bastia ne pouvant encore, quelque vif que soit cet égard le désir de l'administration communale et du conseil municipal, venir aussi efficacement qu'elle le désire en aide à cette importante institution. L'incendie du 4 juillet frappe donc à plus d'un titre d'une manière déplorable l'institution dirigée avec tant de dévouement et de charité par les sœurs de St-Joseph; il peut en compromettre la prospérité et l'avenir si le gouvernement, ce que nous croyons impossible, éclairé sur les faits, ne se hâte de venir au secours de cet établissement, en réparant les pertes qu'il a essayées.

La location de la maison occupée par les sœurs n'a pas été une spéculation, et il a fallu, si nos renseignements sont exacts, de la part de son propriétaire, le désir de s'associer à une œuvre qui pouvait être si utile, comme elle l'est en effet à la ville de Bastia, pour accepter les conditions qui lui ont été faites. Serait-il juste dès lors de faire peser sur une seule personne, ou sur les sœurs, les résultats d'un sinistre qu'il n'a dépendu de qui que ce soit de prévenir et qui est déjà assez funeste par lui-même sans qu'on l'aggrave par un abandon que nous ne pouvons prévoir. Nous le répétons, la maison des sœurs n'est pas ici une spéculation mercantile; c'est une œuvre de dévouement, qui contribue puissamment au bien-être moral de la population de notre ville. Il s'agit ici d'un établissement public d'instruction et d'éducation pour les jeunes filles de Bastia et même pour les grandes personnes de la classe moyenne, qui vont demander à un âge avancé ce qu'elles n'ont pu apprendre plus tôt, éducation et instruction qui sont données avec un zèle et un dévouement que tout le monde est appelé à apprécier.

ment de leur crédit. Mais on ne dit pas que leurs noms cessent d'être honorables dès qu'ils figurent dans les annonces des journaux, à côté de ces vilains accapareurs de remplaçants. Au reste, cet exemple ne prouverait qu'une seule chose, c'est que la pudeur, c'est-à-dire le respect pour l'opinion des autres, est de jour en jour plus rare. Les opérations de nos compagnies n'en restent pas moins avec ce qu'elles ont d'ignoble et d'immoral. Nous avons bien le droit de les qualifier ainsi.

Il est arrivé quelquefois, il peut arriver encore, que de jeunes gens demandent à remplacer sous les drapeaux un frère, un parent. Le sort l'a désigné, mais l'intérêt de la famille le réclame. C'est lui qui en règle les affaires; il en est l'âme et le soutien, il importe donc qu'il reste. Un frère plus jeune de qui la famille n'attend pas les mêmes secours, cédant d'ailleurs à son penchant pour la carrière des armes, offre de partir pour lui. Cet échange on doit l'accepter. Il est tout à la fois dans l'intérêt bien entendu de l'État dans les conventions et l'utilité des particuliers. Ce n'est pas un calcul, c'est un acte de dévouement. La nature et la morale l'approuvent de concert; honneur à cette classe de volontaires, ce n'est pas contre eux-là que nous provoquons le mépris et le blâme. Nul assurément ne voudrait les confondre avec cette classe avilie que la partie saine de l'armée repousse, dont les braves se délient en face de l'ennemi, que les conseils de guerre flétrissent par centaines, et dont les pénitenciers regorgent.

Si l'on n'y prend garde bientôt il n'y aura de place dans les cadres des régiments que pour des remplaçants. C'est pendant la paix surtout que cet élément démoralisateur envahit les armées et peut y affaiblir, à la longue, les nobles traditions de l'honneur. Contradiction étrange! Depuis longtemps la politique et l'humanité travaillent également pour interdire la traite des noirs. Notre marine militaire envoie des vaisseaux dans les parages de l'Afrique pour exercer, d'accord avec l'Angleterre, un droit de visite sur tout navire supposé de se livrer à cet infâme trafic et cela pendant que la traite des blancs a lieu et se poursuit au grand jour en présence des autorités, sur les places, dans les rues, devant les conseils de révision, dans l'enceinte des mairies et les bureaux de l'administration, aussi librement et avec autant d'assurance que si c'était là la chose la plus licite et la plus honorable du monde.

Cependant que de pièces fausses, que des marchés coupables ne décourent-ils pas tous les jours? Mais la perspective des bénéfices et la certitude de l'indulgence portée le plus grand nombre de ces spéculateurs que le peuple dans son langage pittoresque flétrit du nom d'*incettai*, à braver hardiment le péril des poursuites judiciaires et le mépris de l'opinion.

Quoiqu'il arrive, la presse continuera à faire son devoir en appelant sur eux les fureurs du pays. Puisque on n'a pas pu jusqu'ici les ramener au respect de soi-même, puisque le cercle de ces ignobles courtiers s'étend progressivement, au point que la jeunesse se trouve comme enveloppée dans un vaste réseau, et ne peut plus faire un pas sans tomber, de leurs mains, dans les vices et l'abjection, nous allons essayer un dernier moyen pour tirer de cette voie honteuse, ceux qui conservent encore un reste de pudeur et quelque souci de leur réputation; c'est de publier les noms des personnes engagées directement ou indirectement dans ce commerce immoral. Nous aurons même le courage de désigner au blâme des gens de bien ceux qui se cachent derrière eux et interviennent dans ces marchés, par l'entremise de personnes interposées. Dès qu'ils partagent les gains, n'est-il pas juste qu'ils en partagent aussi l'ignominie? Ce ne sera pas le service le moins important que l'*Insulaire français* aura rendu à la Corse.

Nous tenons de bonne source que Mgr. Viale-Prelà, archevêque de Carthage, Nonce apostolique en Bavière, aura vers la moitié de ce mois quitté Munich, pour se rendre à Vienne, où il a été appelé, dès le 22 avril dernier, en qualité de Nonce auprès de S. M. l'empereur d'Autriche.

Dans le journal *l'Ami de la Religion*, du 3 de ce mois, nous lisons l'article suivant:

BAVIÈRE. — Nous apprenons de Munich que Mgr. Morichini, nouveau Nonce apostolique en Bavière est arrivé dans cette capitale, dans la nuit du 22 au 23 juin; son prédécesseur Mgr. Viale-Prelà, devant partir incessamment pour remplacer à Vienne Mgr. Altieri, le ministre d'Autriche préparait en son honneur un splendide banquet, auquel devaient prendre part tous les ministres bavarois, ainsi que tout le corps diplomatique accrédité près la cour de Bavière.

M. Frenouau, préfet de la Corse, est arrivé à Bastia mercredi dernier. Les différentes autorités de la ville se sont empressées d'aller lui faire les visites usitées en pareille circonstance.

Lundi dernier entre midi et une heure un incendie a éclaté à l'île de l'Étang de Biguglia, qui sert d'habitation aux nombreux pêcheurs exploitant cette riche propriété; en peu d'instants toutes les grandes barques en chaume, à l'exception d'une seule ont été réduites en cendres. Ce sinistre vient de jeter dans la désolation et la misère plusieurs pères de famille dont les divers agrès, les ustensiles, les provisions sont devenus la proie des flammes.

Venir au secours des malheureux n'est-ce pas le plus saint des devoirs? Aussi nous empressons nous de faire appel aux âmes charitables en ouvrant dans nos bureaux une souscription qui, nous l'espérons, pourra servir à compenser en partie les pertes considérables que vient de faire une partie de notre industrieuse population.

On dit à Belle-Ile-en-Mer que tous les condamnés au boulet seront transportés en Corse. Cette nouvelle mérite confirmation. (Patrie.)

Nouvelles diverses.

— Le *Moniteur* publie le texte de la loi relative à la démonétisation des espèces de billon et d'après laquelle seront retirées de la circulation et démonétisées les pièces de six liards, celles de dix centimes à la lettre N et les pièces de quinze et trente sous.

Ces pièces cesseront d'avoir cours légal et forcé et ne seront plus admises dans les caisses de l'État, savoir : celles de six liards et de dix centimes le 31 décembre 1845; celles de quinze sous et de trente sous le 31 août 1846.

Une somme de 5 millions 200,000 fr. est affectée au retrait et à la démonétisation de ces pièces de monnaies.

— Dans la séance du 15 juillet, à la chambre des pairs, sur l'interpellation de M. de Boissy, M. le ministre des affaires étrangères a donné quelques explications à propos de l'affaire des jésuites. M. Guizot a affirmé à la tribune que les négociations à ce sujet ont été exclusivement et directement commencées, pour suivies et terminées avec la cour de Rome; c'est le gouvernement pontifical qui a obtenu ensuite du général des jésuites la mesure que les journaux ont rapportée et que nos lecteurs connaissent.

— Au retour de Dreux l'essieu de la voiture du roi s'est rompu, mais personne n'a éprouvé le moindre mal. Le roi est monté dans la voiture des aides de camp et a continué sa route.

— La chambre des pairs a terminé hier ses travaux. La session est donc close de fait. L'ordonnance de clôture sera lue lundi prochain.

— La *Presse* croit que si le ministère ne fait pas les élections cette année, il attendra jusqu'à la fin de la législature.

— Il est bien vrai que la mère des compagnons charpentiers de Paris a été arrêtée hier. Cette femme est l'épouse du sieur Linard, ouvrier à la Petite-Villette. Le sieur Linard a été arrêté avec elle. Quatre ou cinq arrestations d'ouvriers ont également été faites. La prévention est basée sur un délit de coalition.

— Des troubles ont éclaté dans la Catalogne à l'occasion du recrutement de l'armée. Le sang a coulé en quelques lieux et l'autorité a dû prendre des mesures sévères pour rétablir l'ordre; la tranquillité n'a pas tardé à être rétablie et les dernières nouvelles arrivées de ce pays sont parfaitement rassurantes.

— Des lettres de Smyrne annoncent qu'un terrible incendie a dévoré la majeure partie de cette ville. Au dire des correspondances, 7,000 maisons ont été la proie des flammes.

— Ce fait, que nous rapportions hier d'après quelques lignes, fort vagues il est vrai, du *Courrier de Marseille*, et dont nous doutions, paraît qu'il y avait un peu de ces bruits qui se répètent depuis si longtemps, précipitamment à cette époque, — ce fait d'un débarquement de troupes turques à Tripoli, disons-nous, est exact. (Patrie.)

— On vient de faire à Potsdam l'essai d'un nouveau fusil ayant une portée de mille à 1,200 pas et pouvant tirer dix-sept coups par minute. Les essais ont parfaitement réussi.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA.

Du 18 au 23 juillet.

NAISSANCES.

Toselli Ursule-Marie, rue de la Faculté, Bianchi Anne-Marie-Louise, rue Napoléon; Costa Rose, rue St-Charles; Belletti Gaetan, rue Droite; Casella Marie-Magdelaine, rue du Moiré; Forcetti Marie-Devote, rue du Moiré; Bonaparte André, rue Guadalupe. Une fille et un garçon, enfants trouvés.

DÉCÈS.

Arena Antoine-Marie, orfèvre, âgé de 65 ans, rue des Zéphirs; Benedetti Modeste-Antoine, âgé de 2 ans, rue St-Angelo; Vincensini Louis, âgé de 2 ans, rue des Jésuites; Denegri Sauveur, propriétaire, âgé de 37 ans, marié, rue Napoléon; Fortunato Marie-Antoinette, âgée de 7 mois, rue des Zéphirs; Mariani Joseph, âgé de 17 mois, rue Napoléon; Rocca Euphémie, femme Franceschi, âgée de 26 ans, Place d'Armes; Castellini Sauveur, capitaine au long cours, âgé de 31 ans, marié, rue des Jésuites; Majorchini Jeanne-Marie, veuve Santolini, âgée de 72 ans, rue Notre-Dame; Vecchiotti Catherine, âgée de 1 an, à Carde.

Une fille et un garçon, enfants trouvés.

MARIAGES.

Conti Dominique, muletier, âgé de 31 ans, et Marie-Félicité Bartoli, ménagère, âgée de 21 ans, rue Campanari.

SOUS CHARGE.

Le capitaine Vedrin, commandant le mistick la *Miséricorde*, partira pour Ajaccio le 31 courant. Pour fret et nolis s'adresser à M. Antoine-Louis Pierangeli, rue de la Marine.

HISTOIRE

CONSULAT

ET DE

L'EMPIRE

PAR M. A. THIERS.

A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Par M. A. THIERS.

Dix vol. in-8°. Prix : 5 fr. le vol.

Les trois premiers vol. sont en vente.

CORS aux PIEDS.

Le *Taffetas Gommé* de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur, ainsi que les onguents et durillons. — Dépôt à Bastia chez M. Pomont pharmacien. (7455).

Le Gérant, N. TARTAROLI.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

TOULON 17 juillet. tartane, V^e du Guet, français, de 50 tx, c. Gimelli, poudre, plâtre et vin.

DE LA FLAGE 17 id. brick-goël. Conception, français, de 40 tx, c. Corti, charbon.

PORTO-TORRE 17 id. bateau J^e Cléante, français, de 21 tx, c. Sanguinetti, lest.

DE LA PLAGE 18 id. ch. marée, Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, charbon.

DE LA PLAGE 19 id. tartane, M^e Josephine, français, de 60 tx, c. Etienne, charbon.

LIVOURNE 20 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

DE LA PLAGE 20 id. tartane, Luxor, français, de 58 tx, c. Gimelli, charbon.

SAINT-BAYDIS 20 id. brick, Mary, anglais, de 240 tx, c. Ballentyne, houille.

TOULON 21 id. brick-goël. Conception, français, de 60 tx, c. Ersa, vin.

MARSEILLE 23 id. paquebot. Ajaccio, français, de 120 ch. c. Prudent, dépêches et passagers.

DÉPARTS.

MARSEILLE 18 juillet. paquebot, Ajaccio, français, de 120 ch. c. Prudent, dépêches et passagers.

MARSEILLE 19 id. brick-goël. St-Antoine, français, de 48 tx, c. Mécotin, charbon.

MARSEILLE 20 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

MARSEILLE 21 id. brick. Miplacciaro, français, de 125 tx, c. Guastella, fonte en fer.

LIVOURNE 23 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Bugliani, passagers.

FEUILLETON DE L'INSULAIRE FRANÇAIS.

CHAPITRE II.

Miot. — Ses antécédents. — Son administration. Son rap-
tel. — Jugement sur l'ensemble de ses actes.

(Depuis 1797 jusqu'à 1802.)

II.

Cependant, malgré ces perfides insinuations et ce langage séducteur, Miot eut qu'il suffisait d'une prudente surveillance, pour contenir dans la soumission à la république une aussi faible minorité. Il faisait remarquer que, n'ayant plus rien à redouter des tentatives impuissantes d'un parti effrayé de son isolement au milieu du pays, la France pouvait bien les laisser impuies, ou ne leur infliger d'autre châtiment que le mépris. Le parti vainqueur était trop fort pour ne pas se montrer généreux. Miot avait vu de si près les excès et les maux des réactions politiques, que l'on comprend parfaitement, qu'il mit, à en prévenir le retour, tout ce qu'il avait d'influence et de pouvoir. De son côté Saliceti, qui avait passé, aussi bien que son collègue, à travers les périls et les horreurs de la tourmente révolutionnaire, faisait entendre également des paroles de pardon et d'oubli.

Sous l'influence de ces sentiments de prudence et de modération, la sécurité ne tarda pas à rentrer dans les esprits. Les factions désarmèrent et les symptômes d'agitation disparurent entièrement de la surface de l'île. Si l'on sentait partout l'action ferme et vigilante de l'administration, on reconnaissait en même temps, à la mesure de ses actes et à la réserve de ses discours, le dessein arrêté d'arriver à la fusion générale des partis.

Ses formes pleines de douceur et d'urbanité l'aidèrent merveilleusement dans cette œuvre de rapprochement et de pacification. C'est surtout à ces époques de rénovation sociale, le lendemain de ces crises violentes, qui déplacent si profondément les rangs, éveillent les ambitions et agitent les cœurs, que la saine politique interdit la recherche des opinions et des antécédents.

Dans quelques jours, la Corse allait exercer, au sein des assemblées électorales, sa part de souveraineté. Il devait y avoir renouvellement complet de tous les pouvoirs sociaux. Justices de paix, tribunaux civils et criminels, corps municipaux, administration centrale, députés aux deux législatures, candidats pour la cour souveraine : tout cet ordre de fonctionnaires allait sortir de l'urne électorale. La constitution le prescrivait ainsi. C'était une des plus larges applications que l'on eût encore fait du principe édicté dans la société française. La convocation des électeurs, excepté sur trois points, prouva aux plus incrédules, que le pays n'était pas au dessous des institutions libérales, et que l'on pouvait s'en remettre avec confiance au bon sens et au discernement des votants du soin de choisir des fonctionnaires probes et éclairés. Qui plus que le peuple est intéressé à ne confier le dépôt de la garde de ses droits, de sa vie et de ses biens, qu'à des mains pures et habiles?

Au commencement du mois de décembre 1796, les deux Commissions du Directoire installaient, dans les fonctions de Président près les Tribunaux du Golo et de Liamone, les élus du peuple. Ils complétaient en même temps le personnel de toutes les autres administrations. Si le choix des électeurs n'obtint pas au même degré l'assentiment de l'opinion, on se plaisait du moins à reconnaître, que le plus grand nombre des

suffrages s'étaient réunis en faveur d'hommes recommandables par les lumières, l'honnêteté des mœurs et un dévouement éprouvé au nouvel ordre politique. Il importait surtout, que la direction de la vindicte publique ne fût confiée, dans toute l'étendue du ressort, qu'à des magistrats impartiaux et fermes. C'est qu'en Corse, plus que par tout ailleurs, la sécurité générale, le premier besoin des peuples, en dépend.

L'ordre et le jeu régulier des institutions ayant été assurés, les deux Commissaires organisateurs quittèrent l'île, Saliceti, pour aller remplir une autre mission dans la ville de Gênes, et Miot, pour rentrer dans la carrière diplomatique (1).

Peu de temps après, à la suite d'un grave dissentiment entre le Directoire et son représentant sur deux points assez importants de la politique extérieure, relativement à l'Italie, Miot fut disgracié et rappelé brusquement de son ambassade. A Paris où il était retourné sans regret, il rencontra, pauvre et vivant comme lui dans le repos et l'obscurité de la vie privée, un de ses meilleurs amis de la Corse, Joseph Bonaparte. Ce fut là qu'il vit de plus près le vainqueur d'Italie, écarté aussi des affaires par un gouvernement faible et ombrageux, dont le 18 brumaire devait voir bientôt la chute.

Pendant ce court intervalle, Miot était devenu successivement journaliste, homme de lettres, membre du comité du Contentieux au ministère de l'intérieur, enfin Defourgeux, son ami, ayant été nommé ministre plénipotentiaire près de la république Batave, l'avait

(1) M. Brunacci le fit partir pour l'ambassade de Florence, M. Walckenaer, dans son éloge à l'Académie royale des inscriptions des belles lettres, pour l'ambassade de Turin.

ici. En sollicitant l'appui et le secours du gouvernement dans cette circonstance, nous allons, nous en sommes convaincus, au devant de nos vœux; nous connaissons assez ses habitudes pour être sûrs qu'il n'hésitera pas à soulager un malheur ne frappant pas seulement les seize seigneurs qui accomplissent leur œuvre avec un égal désintéressement, mais atteignant aussi indirectement la population de Bastia qui, en envoyant quatre cents jeunes filles aux seigneurs, prouve assez de l'importance que est pour la ville principale de l'île l'établissement qui a été si rudement éprouvé.

Pour ne pas interrompre les cours de cet utile établissement, le propriétaire, M. Carbuccia, s'est empressé de faire enlever les débris qui encombraient la maison et de faire venir des ouvriers qui travaillent avec activité à réparer les dégâts causés par l'incendie et à remettre les lieux en état dans le plus bref délai possible. En attendant, des mesures provisoires ont été prises pour que les classes puissent être continuées, et dès lundi matin elles ont toutes recommencé, et ne souffriront pas ainsi la moindre interruption.

AU RÉDACTEUR de l'Insulaire.

Monsieur,

Pendant l'incendie qui a détruit une partie de la maison des Seigneurs de St-Joseph, toutes les autorités de cette ville et une foule de personnes appartenant à toutes les classes de la société, sont accourues à leur secours avec un zèle et un empressement qui nous ont pénétrés de la plus vive reconnaissance. C'est uniquement à leurs efforts que nous devons, après Dieu, la conservation du reste de l'établissement. Dans l'impossibilité où nous sommes de leur offrir nos remerciements autrement que par la voie de votre estimable journal, nous venons vous prier de vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain numéro, espérant que tous ceux à qui nous avons tant d'obligations, auront la bonté d'agréer ce témoignage de notre gratitude.

Veuillez recevoir, Monsieur le Rédacteur, l'assurance de notre considération très-distinguée.

LA SUPERIEURE
DES SEIGNEURS DE ST-JOSEPH.

M. CARBUCCIA.

Bastia, le 8 juillet 1845.

MAIRIE DE BASTIA.

Le maire de la ville de Bastia, considérant que, malgré les prescriptions ordonnées par son arrêté public le 22 juin dernier, pour empêcher la divagation des chiens, on voit toujours un grand nombre de ces animaux errer dans l'intérieur de la ville;

Que l'on ne saurait assez user de précautions, surtout à une époque où les chaleurs sont si excessives, pour prévenir les accidents funestes qui seraient la suite inévitable de la morsure des chiens atteints d'hydrophobie;

Que l'adoption d'une mesure plus efficace est d'autant plus nécessaire que, malgré les moyens déjà em-

ployés, des individus ont été mordus, ces jours derniers, par des chiens, quelquefois accompagnés de leurs maîtres.

Considérant que l'autorité judiciaire, elle-même, a cru devoir signaler un état de choses qui pourrait devenir alarmant et porter le deuil dans les familles.

Vu les lois des 14-24 août 1790, art. 3, et 19-22 juillet 1791, art. 15.

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. A l'avenir, tout chien qui, bien que tenu en laisse, sera trouvé dans l'étendue du territoire de la commune, sans être muni d'un collier sur le champ empoisonné ou abattu; et ce, indépendamment des poursuites judiciaires qui seront dirigées contre celui qui sera reconnu en être le propriétaire, en raison de la contravention par lui commise à la présente disposition.

Art. 2. M. le commissaire de police est chargé de ce qui le concerne, de l'exécution du présent, qui sera mis immédiatement en vigueur par mesure provisoire.

Fait en l'hôtel de ville, le 8 juillet 1845.

Le Maire, LAZAROTTI.

Nous ne pouvons qu'approuver complètement cet arrêté de la mairie et exprimer le désir que la police en surveille activement l'exécution. Un grand nombre de chiens errant encore dans les rues, sans être ni muselés, ni conduits en laisse. Sans doute le commissaire de police ne peut être sur tous les points à la fois, mais il nous semble qu'il serait possible d'exercer une surveillance plus active, et faire exécuter plus complètement les arrêtés municipaux. Il y va de la sécurité publique et il n'y a pas de négligence possible à cet égard.

Les journaux du continent ont raconté l'histoire de deux meuniers du département du Jura qui s'étaient enfuis emportant avec eux une somme de 500,000 fr. que de trop confiants actionnaires avaient mis à leur disposition pour établir des moulins à vapeur. Grâce aux poursuites dirigées contre eux, on était parvenu à suivre leurs traces et ils ont été arrêtés, il y a quelque temps à Florence, nantis encore de la plus grande partie des valeurs qu'ils avaient emportées avec eux. Un des bateaux à vapeur de la compagnie Valéry frères de Bastia a été chargé de les reconduire en France et ils sont arrivés à Bastia samedi dernier, ainsi qu'une très confortable voiture de voyage qu'ils s'étaient donnée pour pouvoir fuir plus commodément. Une somme de 20,000 fr. en or et une autre somme de 240,000 fr. en billets de banque ont été saisis sur eux et transportées avec eux. Dimanche, un autre bateau de la compagnie Valéry, la *Leizila*, les a conduits à Marseille, d'où ils seront acheminés sur le département du Jura, où ils auront à rendre compte à la justice du singulier procédé qu'ils avaient imaginé pour s'enrichir tout d'un coup aux dépens de leurs bailleurs de fonds.

Les assises du 3^e trimestre de 1845 s'ouvriront à Bastia le 11 août prochain, sous la présidence de M. le conseiller Poli, assisté de MM. les conseillers Galezzini et Nasica.

entraîné en Hollande, afin qu'il l'aide à terminer une opération financière du plus haut intérêt pour le trésor. En s'éloignant de son pays, Miot, déjà initié dans les secrets de Morfontaine où il était reçu comme l'ami de Bonaparte, emportait l'espérance de voir bientôt remplacer ce gouvernement chancelant et déconsidéré, par un pouvoir fort et stable que devaient secourir puissamment le prestige de la gloire et les souvenirs toujours présents de la terreur.

La révolution de St-Cloud, dont il apprit la nouvelle en Hollande, hâta son retour dans la capitale (10 novembre 1799). Désigné pour faire partie du Tribunal, Miot y demeura fidèle à ses principes politiques. Il fut un de ceux qui s'opposèrent aux envahissements timides d'abord, audacieux ensuite, du pouvoir exécutif. Cette opposition sage, mesurée, mais ferme, n'empêcha pas le nouveau ministre de la guerre, le général Berthier, de l'appeler auprès de lui, en qualité de secrétaire général de son ministère.

Peu de temps après, il abandonna ce poste pour entrer au conseil d'Etat. Il borna toute son ambition à cette place; mais le premier Consul en décida autrement. Préoccupé de la position de la Corse, qui lui parut assez grave, pour nécessiter des mesures urgentes et extraordinaires, Napoléon l'y envoya avec le titre d'administrateur général des départements du Golo et de Liamone. Cet arrêté du Consul fut pris le 7 janvier 1801.

Il est certain que le gouvernement effrayé par des rapports inexacts, croyait de bonne foi qu'il n'y avait, pour arracher la Corse aux maux de l'anarchie, qu'un seul moyen, la suspension ou plutôt le retrait de toutes les franchises constitutionnelles. On avait exposé, dans des vues intéressées, que l'introduction des lois françaises y avait déclenché toutes les factions et complè-

Le Moniteur publie l'ordonnance suivante, datée du 28 juin:

« Les conseils d'arrondissement se réuniront le 21 juillet prochain pour la première partie de leur session, qui ne pourra durer plus de dix jours. »

— Une ordonnance royale, en date du 12 juin dernier, appelle à l'activité 42,250 jeunes soldats de la classe de 1844, dont 2,250 pour l'armée de mer, et 40,000 pour l'armée de terre.

Les jeunes soldats affectés à l'armée de terre devront être mis en route du 25 au 30 juillet courant; ceux affectés à l'armée de mer le seront prochainement.

Le conseil de révision se réunira les 7, 9 et 11 juillet courant, jours de lundi, mercredi et vendredi, à sept heures du matin, pour l'examen des remplaçants qui lui seront présentés.

Des candidats de l'école spéciale militaire sont prévus pour les examens du premier degré pour l'admission à cette école, auront lieu le 15 juillet courant, à Bastia pour le département de la Corse.

M. le lieutenant-général marquis de St-Simon, commandant la 17^e division militaire, est arrivé à Bastia hier mercredi, par le bateau de la correspondance la *Bastia*.

M. l'abbé Pantalacci, aumônier du collège royal de Bastia, a été nommé par Mgr. l'évêque d'Ajaccio, chanoine honoraire de l'église métropolitaine. Nous ne pouvons qu'approuver un acte qui accorde à cet honorable ecclésiastique une marque de distinction qui est méritée à de si justes titres.

Dans sa séance du 28 juillet la Chambre des députés a adopté le projet de loi ouvrant un crédit de 28,700,000 fr. pour l'amélioration de divers ports. Celui de Bastia y figure pour une somme de 3,000,000.

Nous nous félicitons de ce nouveau bienfait du gouvernement, et nous voyons avec plaisir les faveurs dont il ne cesse de combler la ville de Bastia; nous sommes persuadés que de nouveaux crédits seront votés plus tard, afin de subvenir à l'insuffisance de celui déjà accordé pour cet objet.

L'érection du port d'Ajaccio en port militaire secondaire, pour lequel la nature semble l'avoir approprié, nous avait été annoncée d'une manière à peu près officielle, et pourtant rien ne prouve que l'on s'en soit encore occupé sérieusement. Cette création présente cependant tant d'avantages, elle a été de tous temps si hautement appréciée, qu'elle ne peut plus longtemps manquer d'attirer toute la prévoyante attention du gouvernement. En exaucant ce vœu qui est pour la Corse en général et pour Ajaccio en particulier une question de vie ou de mort, le gouvernement se créerait lui-même, sur une position aussi importante, un établisse-

Premier Consul crut lui donner un témoignage non équivoque de sa vive sollicitude (1).

Avant de quitter la capitale, Miot eut, dans son audience de congé, un entretien avec le Premier Consul. Il roula presque en entier sur la politique que ses agents à l'extérieur devaient suivre à l'égard de l'Angleterre, et sur le système d'administration qui lui semblait convenir le mieux à la Corse. — Nous n'avons pas encore à l'examiner. Il nous sera facile de démontrer ailleurs, que l'on s'était singulièrement mépris. « Allez, dit le Premier Consul à Miot, commencez hardiment votre tâche. Elle est difficile, mais belle. Je connais les Corse. Ils seront touchés du bien que vous ferez pour eux. Mon intention est de respecter toutes les libertés; mais il faut pour les fonder une magistrature neuve. Le roman de la Révolution est fini; le temps est venu d'en commencer l'histoire. Suivez une autre marche ce sera si philosophique et non gouverner. »

Miot fut reçu dans l'île au milieu de nombreuses démonstrations d'intérêt et d'estime, auxquelles se mêlaient pourtant un vague sentiment d'inquiétude. Pouvait-on voir, sans un secret effroi, l'arme redoutable remise en ses mains? Qui nous assure, disaient les courageux mais rares adversaires de tout pouvoir illégal et illimité, qui nous assure qu'il n'en abusera pas? — Les Corse ont tort de décerner ainsi les honneurs de la petite évocation à des administrateurs nouveaux. Ne serait-il pas plus sage de les renvoyer: à la fin de leur administration? Ce n'était pas quand les prétentions et les préconceptions partaient pour leurs provinces respectives; c'était

(1) Mots d'une lettre du Général Cerroni, l'un des Corse, qui désapprouvaient hautement l'envoi du Commissaire extraordinaire.

ment militaire, dans les avantages qui seraient offerts par toutes les puissances européennes, nous espérons qu'il mettra le comble aux bienfaits dont il a été comblé depuis 1830 de dater la Corse, en s'occupant d'un projet aussi important, aussi profitable et aussi politique. (Journal de la Corse.)

AVIS.

Par arrêté de M. le recteur de l'académie de la Corse, sous la date du 30 juin 1845, la réunion des commissions d'instruction primaire établies à Ajaccio, pour l'examen de capacité, est fixée, pour les instituteurs au 28 juillet et pour les institutrices au 5 août. Les candidats pourront prendre connaissance, dans les bureaux de l'académie, des conditions d'admission.

Par un arrêté du même jour, l'ouverture du concours pour huit places d'élèves-maitres à l'école normale primaire d'Ajaccio, a été fixée au 1^{er} août. Les connaissances exigées pour l'admission à l'école sont: 1^{re} la lecture; 2^e les différents genres d'écriture; 3^e les éléments de la grammaire française et de la grammaire italienne; 4^e la traduction de l'italien en français; 5^e l'arithmétique jusques et comprises les fractions décimales; 6^e le système métrique; 7^e le catéchisme; 8^e les premières notions de la géographie en général et de l'histoire de France.

Les concurrents sont tenus de se faire inscrire cinq jours d'avance au secrétariat de l'académie où ils déposeront les actes constatant: 1^{er} qu'ils sont âgés de 16 ans au moins et de 25 ans au plus; 2^o qu'ils ne sont point mariés; 3^o qu'ils ont été vaccinés ou qu'ils ont eu la petite vérole.

M. Grégori, président de la Société littéraire de Lyon, vient d'être nommé membre de l'Académie des sciences de Turin.

Nouvelles diverses.

Le projet de loi relatif à une allocation de 28,700,000 fr. pour l'amélioration de divers ports, celui de Bastia y compris pour 3,000,000 a été voté par la Chambre des députés à la majorité de 232 voix contre 9.

— On écrit de Médéah:

« La présence d'Abd-el-Kader dans les environs de Tiaret se rattache à l'exécution d'un plan concerté avec Ben-Salem, et suivant lequel l'ex-émir devait, après avoir pénétré dans le Tell, se jeter dans le Jura. Mais la marche combinée des trois colonnes aux ordres des généraux Marey, Bourjoly et Raven, a déconcerté ses projets, et je vous annonce comme chose certaine qu'il s'est définitivement retiré dans l'est. »

« Un très-froid accueil a été fait au sultan déchu par les populations qui habitent les confins du désert, et les tentatives qu'il a faites pour les entraîner dans sa retraite sont restées complètement infructueuses. »

« La grande tribu des Hanayan-Cheragas, loin de céder à ses instances, a même ouvert des négociations avec le général Bourjoly. »

au terme de leur magistrature, et à la veille de déposer le pouvoir que, connaissant l'usage qu'ils en avaient fait, les peuples jugeaient, d'après les résultats, s'ils méritaient le blâme ou les éloges, des regrets ou des reproches.

Toutefois ces hâtives démonstrations, à l'égard de l'ex-commissaire du directoire, semblaient toutes naturelles. Miot n'était pas nouveau dans le pays. On comprend aisément que les huit mois qu'il y avait passé, cinq ans auparavant, dussent disposer les esprits en sa faveur. La Corse, dénuée de tout, était dans un état déplorable. L'arrière de la soldate avait excité le mécontentement des troupes, au point que des actes d'insubordination se manifestaient à chaque instant dans la garnison. Le peuple n'était pas plus heureux. La charité du pain, le manque de subsistances, le dénûment des horreurs de la famine.

Ce très extrême dénûment semblait un fait inexplicable. Les Anglais avaient semé l'or sur leur passage avec une folle profusion. Depuis Bastia jusqu'à Ajaccio, le pays était inondé de guinées. On avait vu des muletiers employés aux transports des bagages et effets militaires, aventureux au jeu, avec la plus grande insouciance, des milliers de francs. Les aubergistes, les marchands de comestibles, les propriétaires de vignobles, regorgeaient de numéraire, et jamais pourtant d'aussi cruelles privations, une plus grande détresse n'avaient encore désolé le pays. Il fallait remonter bien haut dans son histoire, pour trouver un second exemple d'une misère plus générale, d'un malaise aussi réel, aussi profond. Comment faut-il concilier cette extrême pénurie avec les dépenses énormes et les largesses excessives de la trésorerie anglaise? C'est que l'aisance des populations ne vient pas des libéralités passagères du gouvernement, mais du sol et de l'industrie. Ce fut pré-

« Une autre lettre, écrite de Médéah, nous informe que le colonel commandé par le colonel Gery, s'étant avancée dans le voisinage des Hanayan-Cheragas, quatre cents hommes, formant un total de près de 4,000 âmes, sont venues sous sa protection camper sur les limites du Tell. »

« Ainsi, la pointe faite par Abd-el-Kader n'aura en d'autre résultat que de ruiner le crédit qu'il pouvait avoir encore sur les populations nomades, et de nous rattacher celles qui jusques là nous avaient toujours résisté. »

— On écrit de Hambourg, 25 juin: D'après la feuille de Wandsbeck, il résulte d'un procès plaide devant le tribunal de commerce qu'Abd-el-Kader a commandé ici des armes.

— Le principal intérêt de la politique anglaise se concentre sur l'Irlande, dont l'état est loin d'être rassurant; malgré le système de concession dans lequel le cabinet Peel est entré à l'égard de ce pays, les maux de la situation sont trop enracinés pour que des palliatifs ou des demi-mesures suffisent à les détruire, et le ministère doit se convaincre de plus en plus chaque jour.

Au lieu de diminuer, les meurtres, les crimes agraires, s'accroissent dans une effrayante proportion, et le grand pacificateur, M. Steele, n'a obtenu jusqu'ici que des résultats négatifs. Dans le comté de Leitrim, des rixes s'engagent entre la police et des bandes armées, et il y a de part et d'autre des morts et des blessés.

— On dit à Dublin, que, pour venger le meurtre de M. Bell, les protestants ont incendié une chapelle catholique dans le comté de Cavan; ainsi l'irritation entre les partis est plus vive que jamais, et il devient évident que la maladie chronique ou plutôt séculaire dont l'Irlande est atteinte ne cédera pas au traitement homéopathique de sir Robert Peel.

— La chapelle de Saint-Ferdinand, élevée sur le lieu où le duc d'Orléans a perdu la vie, est achevée. Elle est d'une simplicité noble et touchante. Le duc d'Orléans est couché endormi sur son tombeau, la tête entre les mains d'un ange, et cet ange est la dernière inspiration de la princesse Marie, morte avant lui. La chapelle a été élevée en partie sur le terrain qu'occupait la maison de l'épiscopat, en partie sur un terrain appartenant au plus riche des seigneurs. Quand on vint demander au marquis s'il voulait vendre sa propriété, il en refusa le prix: il voulait en faire don. Plus tard, la reine lui envoya une pendule d'un admirable travail et estimée 12,000 fr., comme bien supérieure au prix d'une parcelle de terrain. Dans un petit salon qui tient à la chapelle, on voit aussi deux pendules qui doivent toujours marquer la même heure: à l'une, l'heure de l'événement; à l'autre, l'heure de la mort. Tous les mercredis, M^{lle} la duchesse d'Orléans va prier dans la chapelle de Saint-Ferdinand.

— La chambre des députés aura le 4 juillet sa dernière séance et ensuite la séance de clôture, qui aura lieu vers le 20 de ce mois. La session aura duré environ sept mois. Il y a eu 146 séances publiques, y compris celles d'aujourd'hui.

cisement, parce que le cabinet britannique avait transformé la Corse en un vaste camp, sans s'inquiéter en aucune façon de l'état de souffrance et de langueur où l'agriculture et le commerce allaient tomber, que sa population ne retirait aucun avantage durable de tous les sacs de guinées, distribués aux adhérents du roi George avec plus d'ostentation que de discernement. L'argent circulait, mais la chaleur et la vie ne circulaient point dans les veines du peuple Corse.

Néanmoins, la paix d'Amiens ayant rendu au commerce extérieur la liberté et le mouvement, cette affreuse pénurie cessa, et, avec elle, le malaise et l'agitation du pays.

Après avoir pourvu à ces premières nécessités, l'administrateur général porta toute son attention sur l'organisation du pouvoir judiciaire. Il effraya, dans une proclamation répandue sur toute l'étendue de l'île et jusque dans les plus petites communes de l'intérieur, de rassurer les partisans de la constitution et surtout de leur faire comprendre la nécessité des restrictions qui y avaient été apportées.

« La position du pays que vous habitez, disait le nouveau gouverneur, la guerre maritime, qui ajoute encore aux difficultés habituelles des communications, les longues agitations qui vous ont troublés, tout se réunissait pour exiger impérieusement un mode temporaire d'administration, qui fût d'autant plus fort, que les liens ordinaires qui vous attachent au centre du gouvernement, étaient plus relâchés par l'effet de ces mêmes causes. »

Il en conclut, qu'il fallait savoir gré au gouvernement consultatif d'y avoir suspendu la constitution. Ce qu'il faisait à la Corse, ce qu'elle réclamait avant tout, c'était une justice prompte et impartiale, qui pût, en

La chambre a voté au total 107 projets de loi, sans compter 24 projets d'intérêt local. Elle a eu à s'occuper de 27 propositions émises de l'initiative parlementaire: 6 ont été adoptées, 3 ont été rejetées, 8 n'ont pas été prises en considération. Il en est 3 dont les bureaux n'ont pas autorisé la lecture, 8 sont restées à l'état de rapport.

— Huit députés sont morts dans le cours de la session. Ce sont: MM. Teillard-Noterolles, Houzeau-Muiron, Anguis, Delaunoy de Thorigny, Mermillod, Haller, Magnier de Maisonneuve et Maurice, qui ont été remplacés par MM. de Castellane, Chais-d'Est-Ange, Demarçay, Devienne, Dubois, Hallex-Clapart, l'amiral de Hell et de Magnonecourt. Quatre ont donné leur démission. Ce sont: MM. Monseigneur, Jollans, Silas-Tourangin et Schutzenberger. Les deux premiers ont été remplacés par MM. Michel Chevalier, Ternaux-Compans. Un seul membre, M. le comte Joubert, a été promu à la pairie, il a été remplacé par MM. le comte Bonnaire.

— On lit dans le *Nouveliste de Marseille*: Les chaleurs deviennent chaque jour plus insupportables. Voici leur marche, d'après le thermomètre centigrade de l'Observatoire:

Le 3 juillet cour. 22°, à trois heures du soir.
Le 4 » » » » 29°, 2 à midi.
Le 5 » » » » 31°, 0 à midi.
Le 6 » » » » 30°, 7 à trois heures du soir.

— L'usage des contre-lettres n'est pas sans danger, et les tribunaux traitent avec rigueur tout ce qui tend à dissimuler le véritable prix des offices, prix dont l'exagération est la cause de fortunes scandaleuses et de catastrophes déplorables. Voici un fait tout récent et qui est remarquable par l'énormité des chiffres mis en question. M. R..., notaire d'Orléans, avait vendu 160,000 fr. sa charge à M. P..., dont la déconfort a fait grand bruit, mais on n'avait porté que 100,000 fr. au traité soumis à la chancellerie; les 60,000 fr. restants avaient été garantis par M^{me} P..., femme de l'acquéreur, sur sa fortune personnelle, et le tout faisait l'objet d'une contre-lettre. La dame P... n'a plus voulu reconnaître la lettre déclarée et, ce qui est plus étrange, elle a osé réclamer les intérêts de cette dernière somme comme indûment perçus par M. R... depuis sept ou huit ans. Le tribunal d'Orléans vient d'accueillir cette prétention, et le sieur R... éprouve, par suite du sévère exemple que donnent trop souvent sans succès aux officiers ministériels les tribunaux et les cours royales, une perte d'au moins 90,000 fr.

— On sait que nos affaires avec le Maroc auraient été remises en question par suite du refus de l'empereur de ratifier le traité de délimitation signé à Magr'nia le 18 mars par le général de La Rue et les plénipotentiaires marocains. Tout motif de discorde à ce sujet aurait disparu complètement s'il était vrai, comme l'assure une lettre de Gibraltar reçue hier par une maison de commerce de notre ville, que l'empereur s'était décidé enfin à autoriser la ratification du traité tel qu'il avait été rédigé le 18 mars, et que le pacha de Larache attendait incessamment pour remplir cette formalité M. le général de La Rue.

s'affranchissant des lenteurs ordinaires, atteindre indistinctement tous les coupables; et cette justice, il prenait, à la face de la Corse, l'engagement solennel de la faire distribuer sans acception de personne, avec autant de droiture que de promptitude. — Ces promesses sont dans les programmes de tous les gouvernements nouveaux. Les remplissent-ils exactement?...

L'inviolabilité du domicile, la liberté individuelle, le principe de la responsabilité des agents du pouvoir: tous ces droits précieux que la constitution avait formellement reconnus et garantis, furent atteints du même coup. On voulait que, libre de ces gênantes entraves, l'établissement temporaire de cette vice-royauté ne rencontrât pas le moindre obstacle.

Cette fois, Miot avait amené sa femme et ses enfants avec un petit nombre d'amis. C'était là autant de gages, disait-il, de son attachement envers un peuple qu'il considérait comme une seconde famille. De son côté, le ministre de l'intérieur, Lucien Bonaparte, avait mis à sa disposition, pour fonder une bibliothèque publique à Ajaccio, un nombre considérable de volumes assez bien choisis; enfin, le gouvernement n'avait rien négligé de tout ce qui pouvait le rendre puissant et populaire.

Le 3 avril 1801, un premier arrêté suspendit les deux tribunaux criminels de Bastia et d'Ajaccio, qui devaient remplacer désormais une juridiction mixte, composée de cour prévôtale, composée de magistrats civils et de juges militaires, prononçant sommairement sur la vie et l'honneur des citoyens. Les arrêts souverains n'étaient pas même soumis au recours en cassation, recours qui est un frein salutaire pour le juge et un dernier asile pour l'innocence.

(La suite au prochain n°.)

La lettre de Gibraltar reçue à Bayonne, et qui nous a été communiquée, est datée du 22, et assure que la nouvelle de la ratification du traité est regardée comme positive.

(Thème des Pyrénées du 29.)

Nous avons donné l'idée de l'établissement de hauts-fourneaux et grosses forges à Arles, qui seraient alimentés par des minerais ou fontes de l'île d'Elbe. Une partie de cette idée va être mise à exécution. On s'occupe sérieusement d'une tôle qui tirerait — par l'île de Corse où les premières opérations se feraient — ses matières de l'île d'Elbe.

(Nouvelles.)

Les passeports expédiés à don Carlos et à sa famille sont arrivés à Bourges, apportés par M. de Tinn, aide-de-camp de M. le président du conseil. Il paraît que M. de Tinn doit accompagner la famille royale jusqu'à Grénou.

— On lit dans le *Courrier d'Afrique* :

Le 21 juin, un combat assez vif a été soutenu par la colonne de M. le colonel Adairault, qui manœuvrait entre Cherchell et Ténés. Nous avons perdu 2 hommes dans cette affaire. Un de nos bons alliés, l'agha Boutiba, a été tué par erreur, au milieu d'une tribu soulevée qu'il s'efforçait de ramener à des sentiments pacifiques.

— On lit dans l'*Echo d'Oran*, du 27 juin :

Notre correspondant de Saïda nous mande que l'émir Abd-el-Kader se trouve encore sur l'Oued-si-Naccour, ayant avec lui ses réguliers et différents gours des tribus réfugiées sur les hauts plateaux. — On lui prête l'intention de tenter une razzia sur les Harars ; mais les bonnes dispositions de nos troupes, l'activité des colonnes mobiles commandées par les colonels Gély du 56^e et Mouret du 1^{er} régiment de la légion étrangère, suffisent pour déjouer tous les projets de l'émir et pour maintenir la sécurité parmi les tribus soumises répandues autour de Saïda et de Tiaret.

— On écrit de Rome à la *Gazette d'Augsbourg* :

L'ordre des chevaliers de Malte entre dans une nouvelle phase. Depuis quelque temps déjà, les membres de cet ordre ont en vue de se procurer la petite île de Pezza, au sud-ouest de Terracina. Cette île appartient au roi des Deux-Siciles. Les chevaliers s'engageaient à y établir et entretenir une quarantaine. Maintenant que l'archevêque Frédéric, commandant supérieur de la marine impériale, est membre de l'ordre, l'affaire semble avoir reçu une nouvelle impulsion, car il est question d'élever ce jeune prince à la dignité de grand-maître.

Les chevaliers n'ayant plus les Turcs à combattre sur les mers, tourneraient tous leurs efforts contre la traite des nègres.

VARIÉTÉS

MÉMOIRES DE GOETHE,

Traduits par M. HENRI RICHELOT (1).

Parmi les grands écrivains de la littérature allemande, il n'en est pas peut-être qui mérite plus vivement de fixer l'attention que Goethe. Son influence sur son époque a été immense, et par l'universalité de ses écrits on le voit même temps que par l'éclat de son talent, il a été véritablement le chef du mouvement littéraire en Allemagne pendant plus d'un demi-siècle. Sous ce rapport, sa vie offre donc un grand intérêt et cet intérêt grandit encore, quand on connaît la première partie de cette existence si féconde, par les confidences mêmes de Goethe. Aussi, ceux qui nous racontent la vie de Goethe, à l'aide de documents plus ou moins complets, plus ou moins sincères, doivent aujourd'hui abandonner cette tâche à Goethe lui-même. Ses *Mémoires* viennent d'être traduits en grande partie par M. Henri Richelot, déjà connu par un grand nombre de travaux d'histoire et d'économie politique qui l'ont placé, de prime abord, au rang de ces esprits sérieux qui font de la littérature une occupation sociale, pour ainsi dire. Une reproduction servile de ces souvenirs eût été l'effet qu'on voulait leur faire produire. Certains détails ne pouvaient intéresser que les amis, ou, tout au plus, les compatriotes de Goethe ; on a dû les retrancher. Ce n'est donc qu'une traduction fragmentaire que M. Richelot nous offre en ce moment ; mais, telle qu'elle est, et grâce à l'intelligence saine et élevée qui a présidé au choix des fragments, elle répond bien mieux au but que s'est proposé le traducteur, et Goethe lui-même eût approuvé sans doute cette manière de présenter sa vie aux lecteurs d'un autre pays que le sien.

Malheureusement les *Mémoires* de Goethe ne nous conduisent guères que jusqu'à sa 36^e année, et c'est ailleurs qu'on doit chercher les détails de cette existence si pleine et si longue. Les fonctions publiques auxquelles il fut alors appelé, les relations intimes que cette position lui procura, eussent donné lieu à des récits plus variés et plus intéressants peut-être. Mais il trouva sans doute dans la nature même de ses fonctions à la cour de Weimar, un motif de réserve et de délica-

tesse qui l'empêcha de livrer au monde une vie que tant d'autres vies chères et sacrées traversaient incessamment.

Au reste, de même que, pour certains hommes historiques, on aime mieux posséder les portraits qu'on en fit dans leur jeunesse, à l'âge où leurs yeux et les traits de leur visage brillèrent de tout leur éclat ; de même, pour certains écrivains illustres, on éprouve plus de charme à étudier leur vie, au moment où elle commence, qu'à l'heure où elle va finir. Les germes de tout s'y rencontrent ; les épanouissements successifs de l'intelligence et du cœur s'y révèlent dans de gracieux tableaux ; et quand nous quittons l'homme mûr, que nous abandonnons ainsi aux soucis du travail et à toutes les fatigues de la grandeur humaine, nous n'emportons aucune impression funeste, aucune préoccupation douloureuse ; nous voyons se gonfler les voiles de ce navire qui va braver les orages, et nous espérons fermement, pour son avenir, tous les bonheurs et toutes les leçons que nous avons vu se répandre sur son passé de vingt-cinq ans.

La jeunesse de Goethe n'a pas cette sécheresse un peu repoussante qu'on a reprochée, peut-être avec raison, à la maturité de cet homme célèbre : le jeune étudiant est moins personnel et moins égoïste que le ministre d'état ; sa mère, sa sœur, ses amis d'enfance, ses premières et franches amours, voilà ce qui l'entoure et ce qui le passionne. Il ne retrouvera rien de tout cela dans le conseil-privé de Charles-Auguste ; et c'est encore une raison pour que nous regrettons moins que ses *Mémoires* s'arrêtent sur la limite extrême de deux mondes aussi dissemblables.

C'est cette partie de son existence qui commence à son enfance et qui finit à l'époque où Goethe, par les importantes fonctions qui lui furent confiées, se sépara pour ainsi dire brusquement de l'âge des illusions, des rêveries poétiques, des aventures de jeune homme, si fécondes pour le poète et le romancier, qui est retracée dans ses *Mémoires* si attachants. C'est donc faire comprendre tout l'intérêt qui s'attache au livre publié par M. Richelot. Et pourtant nous ne parlons pas de tout ce que l'on y trouve de détails curieux à propos des hommes les plus illustres de l'Allemagne, Klopstock, Herder, Lavater, Jacobi, Spinoza, Goethe les a vus, étudiés, aimés ou admirés, et il nous les fait connaître sous leur véritable jour. Mais la longue amitié qui l'unit à Schiller n'était pas née, à l'époque où il écrivait ses *Mémoires*, et le tableau de cette fraternité glorieuse manque aux esquisses attachantes qu'il nous a laissées.

On sait que Goethe mourut dans un âge fort avancé : « Sa vieillesse fut heureuse », dit M. Richelot ; le respect de l'Europe lettrée, la force de l'esprit et le travail l'accompagnèrent jusqu'à la tombe. Il acheva le *Second Faust* dans la soirée qui précéda son dernier anniversaire de naissance, et il mourut à Weimar, le 22 mars 1833.

La publication des *Mémoires* de Goethe, traduits avec beaucoup de soin, d'habileté, et avec une pureté de style, remarquable en ces temps d'innovations et d'insurrections de tout genre, même contre la langue de nos pères, doit servir d'introduction à celles des œuvres de Goethe qui ont déjà été traduites, et d'encouragement à des traductions de ses ouvrages encore inédits et inconnus parmi nous. Le travail que M. Richelot a placé en tête de son livre résume et complète la vie du grand écrivain, et sous le titre de : *Maximes et Pensées*, il nous donne, à la fin du volume, la première traduction d'une autre œuvre de Goethe, qu'il composa sur la fin de sa carrière.

Grâce à M. Richelot, nous connaissons donc, par les *Mémoires*, toute la jeunesse de Goethe, toutes ses aspirations, tous ses amours, et par les *Maximes et Pensées*, toutes les retours de l'écrivain sur lui-même, toutes les trésors de sa sagesse acquise et de sa tranquille philosophie. Le cœur et l'intelligence de Goethe apparaissent ainsi, l'un et l'autre, dans leur véritable et dans leur plus sincère expression.

LIBRAIRIE DE FABIANI.

DICTIONNAIRE DE PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

PAR M. BICHRE,

3^e Édition. 6 vol. in-8^o — Prix : 48 fr.

HISTOIRE

CONSULAT

ET DE L'EMPIRE

A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR M. A. THIÉRY

Dix vol. in-8^o — Prix : 54 fr. le vol.

Les trois premiers vol. sont en vente.

FAILLITES.

La liquidation définitive de la faillite du sieur Augustin Castellini de Cervione est fixée pour le mardi 13 du courant, sept heures du matin, en chambre de Conseil du Tribunal de Commerce siégeant à Bastia. Tous les créanciers de ladite faillite sont invités à s'y trouver, ou à se faire représenter.

Bastia, le 8 juillet 1845.

Le Greffier du Tribunal de Commerce.

A. D. MARIOTTI.

AVIS.

M. Fontenille a l'honneur de prévenir le Public qu'il vient d'établir une brasserie dans la propriété de MM. Santelli, négociants, tout près du pont St-Nicolas. La qualité de bière qu'il a obtenue par un procédé perfectionné, le prix auquel il la donne, un beau jardin, de frais ombrages, lui font espérer quelque faveur pour un nouveau produit indigène.

CORS aux PIEDS.

Le Taffetas Gommé de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur, ainsi que les ongles et durillons. — Dépôt à Bastia chez M. Pomont pharmacien. (7423).



Un bateau à vapeur de la Compagnie Valéry frères, partira de Bastia pour Ajaccio, le 10 courant, à 4 heures du soir.

Un autre bateau à vapeur, de la même compagnie, partira de Bastia pour Ajaccio, le 12 courant à 7 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 13 au matin.

Il repartira pour Bastia le 14 au soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

La Compagnie Valéry Frères fera partir pendant le mois de juillet courant le bateau à vapeur la LETIZIA, les jours suivants :

Pour Marseille, les dimanches 29 juin, 6, 13, 20 et 27 juillet à 8 heures du matin.

Et de Marseille pour Bastia, les jeudis 3, 10, 17, 24 et 31 juillet à 8 heures du matin.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

MARSEILLE 3 juillet, tartane Luxor, français, de 58 tx, c. Gimelli, matériaux.

MARSEILLE 4 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valti, diverses et passagers.

LIVOURNE 5 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE 6 id. mistick Assomption, français, de 27 tx, c. Stretti, blé.

DE LA PLAGE 6 id. brick-goël. Deux-Amis, français, de 65 tx, c. Alfonsi, charbon.

DE LA PLAGE 6 id. tartane Jacques-André, français, de 47 tx, c. Vassalin, charbon.

MARSEILLE 7 id. brick-goël. Conception, français, de 38 tx, c. Morazzani, poterie.

AJACCIO 7 id. brick-goël. Ville de Bastia, français, de 75 tx, c. Zuani, bois de construction.

LIVOURNE 8 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, français, de 28 tx, c. Bertocci, passagers.

MARSEILLE 9 id. paquebot Bastia, français, de 120 chev. c. Santi, lient. de vaiss. dépêches et passagers.

MARSEILLE 10 id. tartane Mexicain, français, de 45 tx, c. Rouard.

DÉPARTS.

MARSEILLE 4 juillet, tartane Pierre-Baptistin, français, de 62 tx, c. Fournier, fonte en fer.

MARSEILLE, 4 id. paquebot Napoléon, français, de 120 chev. c. de Guers, lient. de vaiss. dép. et passag.

A LA PLAGE 5 id. brick-goël. Sampiero, français, de 79 tx, c. Rogliano, en lest.

LIVOURNE 5 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, français, de 28 tx, c. Bertocci, passagers.

MARSEILLE 6 id. brick-goël. Solenzara, français, de 69 tx, c. Moneghia, huile et diverses.

MARSEILLE 6 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valti, diverses et passagers.

LIVOURNE 7 id. brick Valéry Jean, français, de 120 tx, c. Sciacaluga, en lest.

LIVOURNE 8 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

A LA PLAGE 9 id. brick-goël. Conception, français, de 60 tx, c. Corti, en lest.

A LA PLAGE 9 id. golette. St-Joseph, français, de 28 tx, c. Santi, en lest.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRINX de l'Abonnement pour la Corse : Lia An 16 fr. — Six mois 8 fr. — Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de Lajour, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

Le grand avantage du gouvernement constitutionnel c'est que toutes les questions qui intéressent le pays sont vivement débattues, sérieusement examinées et traitées à fond. On arrive ainsi à des solutions, sinon complètement satisfaisantes, au moins d'une bonté relative, ce qui est beaucoup. Aucun intérêt ne reste en souffrance, avec la faculté qui est donnée à chacun de plaider sa cause, d'adresser ses réclamations, de présenter ses griefs. Envisagée d'un double point de vue, une question est tranchée d'une façon plus entière et voilà pourquoi la presse de l'opposition, quand elle se tient dans de justes et raisonnables limites peut et doit être si utile au pays. Quand les faits sont étudiés avec impartialité, discutés dans la vue d'un triomphe légitime, raisonnable, et non pour faire avancer les petites affaires d'une coterie ou chatoigner agréablement un amour propre exigeant et égoïste, on peut espérer d'arriver à un résultat qui satisfasse. Que si à ce langage simple et irréprochable vous substituez la passion, l'emportement, alors vous provoquez des réactions, et du moment que les colères interviennent, il faut renoncer à toute issue favorable. Les passions ne sauraient être de bons conseillers, car elles ne sauraient être impartiales ; au lieu d'éclairer une discussion, elles l'obscurcissent ou l'envoient.

La publicité contenue dans ces limites ne saurait donc être un bien immense pour le pays. Que d'intérêts majeurs, vrais resteraient, sans elle, en oubli ! Comment un gouvernement, avec les meilleurs intentions du monde, avec l'activité la plus intriguée, pourrait-il pourvoir sur tous les points à la fois, à la satisfaction de toutes les réclamations qui ne parviendraient pas jusqu'à lui ? La liberté de la presse a ce grand avantage qu'elle émancipe tous les citoyens, qu'elle leur confère à tous le droit et le devoir de se mêler des affaires du pays. Chacun peut et doit payer de sa personne, de ses lumières et, si, sous ce régime de publicité, il existe des plaintes légitimes qui demeurent inconnues, la faute en est surtout aux intérêts qui se taisent : qu'y a-t-il de surprenant si le pouvoir général ou local reste oisif ou indifférent, alors que ceux qui doivent désirer que cette inaction cesse, se tiennent eux-mêmes dans le repos ou l'indifférence ? C'est surtout de nos jours qu'il convient de ré-

péter et d'appliquer le vieux proverbe : Aide toi, le Ciel t'aidera.

L'insulaire a toujours compté qu'il dût en être ainsi et tout en ayant ses idées, ses opinions à lui, qu'il croit être bonnes et utiles, il n'a jamais songé qu'il fût infatigable et n'a jamais reculé devant une discussion convenable qui pouvait être conduite avec chances d'aboutir à un résultat profitable au pays. Ses convictions, quoique sincères, peuvent être erronées, et il ne demande pas mieux que de les abandonner, mais à une condition bien simple cependant, c'est qu'on prouve qu'on a raison contre lui et que les moyens qu'on indique pour la prospérité de la Corse valent mieux que ceux qu'il peut réclamer. Comme avant tout il est de bonne foi, il n'a pas de parti pris sur quoi ce soit. Il croit avoir raison sur tel ou tel point, jusqu'à preuve du contraire, et pour arriver à cette preuve contraire, il ne demande qu'à être convaincu, par de bonnes raisons il est vrai, et ne réclame d'autrui que ce qu'on peut exiger de lui. Ce n'est donc pas là être trop exigeant.

En ouvrant ses colonnes à la défense de tous les intérêts du pays et en suppléant, tant qu'il est en lui à l'absence d'un journal d'opposition de principes et de faits, tranquillement, honnêtement débattus, sans passions mauvaises ni colères injurieuses, il voudrait voir tous les citoyens qui s'occupent d'un lit ou d'un autre du pays, venir lui payer leur dette. Avec les meilleures dispositions, les questions n'en sont pas moins souvent compliquées et une seule solution ne suffit pas toujours à les éclaircir. Sur ce point, un débat contradictoire peut être utile. Il peut mettre en saillie des côtés de la question qu'on aurait négligés, ou faire ressortir d'une manière plus nette les raisons alléguées tout d'abord avec faiblesse ou avec peu d'ensemble.

En outre, que de questions peuvent rester dans l'oubli, que de progrès accomplis, que d'améliorations à introduire, que d'innovations à provoquer peuvent aussi demeurer dans l'ombre ! Un journal ne peut suffire à lui tout seul pour tout aborder, tout savoir et tout voir. Que sera-ce quand on se trouvera dans un pays comme le nôtre où le besoin des réformes est si impérieux, où l'attention de l'autorité locale, du gouvernement doit être si souvent et si instantanément sollicitée ! Il n'est pas trop du concours de tous les bons citoyens, de l'association de tous les efforts pour réaliser les progrès dont nous avons besoin et dont on

sent chaque jour davantage la nécessité urgente.

Vailleurs, par le passé, voyons ce qui pourrait s'accomplir dans l'avenir ! De quel secours n'a pas été, pour la Corse, la publicité sous toutes ses formes ? Journaux, brochures, discours à la Chambre, délibérations de corps constitués, que d'améliorations, ces efforts réunis et combinés n'ont-ils pas provoqués ? Des routes entreprises de tous les côtés à la fois, des ports améliorés, achevés ou commencés ; des phares établis sur différents points importants ; le commerce se développant, la navigation à vapeur se multipliant, unissant de plus en plus la Corse au continent français et italien, non seulement sans que la navigation à voile restât stationnaire, mais alors que ses navires se multipliaient eux aussi ; le commerce, l'industrie, et l'agriculture se ressentant de ces progrès et les provoquant ; des constructions nouvelles s'élevant dans tous les grands centres de population, comme par enchantement, voilà ce que nous avons vu, ce que nous voyons depuis quinze ans ; c'est-à-dire depuis qu'un large système de publicité a présidé, sous un gouvernement vraiment populaire, aux destinées de notre pays.

La question du Port de Bastia, arrivée aujourd'hui à sa solution enfin, n'est ce pas là le triomphe éclatant de cette publicité qui a animé, excité, encouragé les efforts de toutes les administrations, de cette publicité que nous voudrions voir s'étendre encore pour achever le bien commencé et préparer de nouveaux progrès pour l'avenir.

En agriculture, il reste beaucoup à faire. Les nouvelles méthodes ont besoin d'être étudiées, propagées ; des expériences heureuses ont été faites : quel avantage n'y aurait-il pas à appeler les uns, à faire connaître les autres. Pourquoi, par exemple, la presse et les bons citoyens n'exciteraient-ils pas la création de comices agricoles qui, en s'occupant de l'étude des théories, rationaliseraient pour ainsi dire la pratique et substituerait peu à peu à la routine les sages procédés d'exploitation qui ont été jugés à l'œuvre et appréciés par les résultats. Le champ de la publicité est immense et il serait à désirer que chaque Corse qui aime son pays, et qui a en lui des idées qu'il croit être profitables, les mette en avant et accepte le grand jour de la publicité et de la discussion non pour lui-même, ce qui est peu important, mais pour des idées qui peuvent avoir un côté pratique, positif.

Nous laissons à nos lecteurs le soin de réfléchir sur

de nouveaux périls, il accepta une place obscure, celle de contrôleur des étapes et convois militaires.

Miot aimait les changements politiques ; mais, comme tous les hommes modérés de la révolution, il détestait les factieux.

Rentré bientôt au ministère dans un poste plus élevé, sous le général Bournonville, ce ne fut pas sans une secrète inquiétude, qu'il vit se concentrer dans son bureau les affaires les plus importantes. Cet honorable témoignage de confiance, qui était en même temps une preuve de sa capacité pratique, l'exposait sans cesse aux plus grands dangers. Qui lui répondait, que si les armées républicaines, sur lesquelles reposait le salut de la France, éprouvaient des revers ou seulement de légers échecs, le ministre responsable ne s'en prendrait pas au chef de la division centrale ? Qui lui répondait, que, livré sans défense aux attaques violentes des clubs ou au tribunal révolutionnaire, il ne paierait pas de sa tête le moindre oubli, un instant d'inattention, une négligence réelle ou supposée ? Mais le règne de la terreur touchait à son terme.

Immédiatement après le 9 thermidor, Miot fut nommé commissaire des relations extérieures, c'est-à-dire ministre des affaires étrangères.

Fatigué du mouvement des bureaux et usé par le travail, il désira voyager. Qui plus que lui méritait les douceurs de la paix ? Elle était en grande partie le fruit des utiles travaux de son ministère. Le Comité du salut public, tout en accordant à ses forces épuisées un

le collège de cette ancienne résidence royale comptait peu d'élèves plus distingués. Ses progrès répondirent bientôt aux vœux et aux espérances de ses parents. L'abbé Dufour, dont le souvenir lui fut toujours cher, le montrait avec orgueil à ses jeunes émules et avec assurance aux inspecteurs des écoles.

Au sortir du collège, le premier essai qu'il fit de ses talents, un Poème en quatre chants, lui valut, de la part des notabilités littéraires de l'époque, des encouragements et des éloges. Mais les vœux de son père, l'un des premiers commis de la guerre, ne s'accordaient pas avec son goût irrésistible pour les lettres. Une carrière plus orageuse devait s'ouvrir bientôt devant le jeune poète. La révolution, qui venait d'éclater, l'entraîna dans son cours rapide avec tout ce que la France comptait d'hommes de tête et de cœur. Employé d'abord dans une division militaire, comme dans toute l'armée sous le nom de Division Modèle, parce qu'elle était dirigée par un administrateur aussi intelligent que capable, le comte Guibert, Miot fut attaché dans la suite, tantôt comme chef de bureau, tantôt comme chef de division aux divers ministères qui se succédèrent, jusqu'au 10 août 1793.

Poursuivi par l'ombrageuse police des temps, tout à tour emprisonné et élargi, le premier emploi qu'il fit de sa liberté, ce fut d'arracher à l'échafaud son oncle

Azembal, commissaire ordonnateur et secrétaire général du ministère de la guerre. Cependant, la fureur populaire était bien loin de s'apaiser. Pour échapper à la guillotine, Miot se fit dévouer à la cause de la liberté, et fut nommé, sous le nom de Miot, membre du Comité de salut public, tout en accordant à ses forces épuisées un

de la guillotine, Miot se fit dévouer à la cause de la liberté, et fut nommé, sous le nom de Miot, membre du Comité de salut public, tout en accordant à ses forces épuisées un

de la guillotine, Miot se fit dévouer à la cause de la liberté, et fut nommé, sous le nom de Miot, membre du Comité de salut public, tout en accordant à ses forces épuisées un

(1) Un volume format anglais ; à Paris, chez Chaper, éditeur, 29, rue de Seine-Saint-Germain, 3 fr. 50 c.

ces idées jetées à la hâte et de leur faire porter les fruits d'un renforcement, si nous ne nous abusons. Un pays qui veut entreprendre de grands progrès est bien près de réussir. C'est sa noble ambition, aujourd'hui, et toutes les forces saines trouvent dans la publicité un concours si actif et si énergique. Il n'y a de perdus, par le temps qui court, que les causes qui s'abandonnent elles-mêmes; or, chez nous, l'esprit public n'en est pas là et par ce qu'il a obtenu, il peut pressentir ce qu'il pourrait obtenir, en sachant vouloir et en employant les moyens légitimes pour arriver au but.

PORT DE BASTIA.

Le Maire de la Ville de Bastia a le bonheur de faire à ses concitoyens, que M. le Maréchal Sallandrouze, par sa lettre à la date du 28 juin échu, lui annonce, que la loi qui assure à notre ville un nouveau Port dans l'anse St-Nicolas, a été votée le même jour, par la Chambre des Députés.

Bastia, le 2 juillet 1845.

A. S. LAZAROTTI.

L'électricité n'aurait pu produire une commotion plus rapide et plus instantanée parmi les habitants de la Ville de Bastia que la lecture des quelques lignes qui précèdent. C'est que l'instinct des masses, lorsque les mauvaises passions ne les agitent point, est admirable; elles comprennent, mieux que les hommes les plus éclairés, leurs besoins réels, indispensables. Ainsi, grande a été la joie du peuple, en apprenant l'heureuse nouvelle. Le peuple a salué le 28 juin comme le jour qui ouvre une ère de prospérité inconnue au pays.

Le soir, des feux de joie ont été allumés sur les places et dans les rues, des illuminations brillantes et nombreuses ont fait une fête improvisée du jour où la bonne nouvelle du vote de la chambre des députés nous arrivait. Dans la journée, des détonations de boîtes à feu, qui se faisaient entendre presque continuellement témoignaient aussi de la joie et de l'empressement de la population à accueillir une décision qui doit être si féconde. La classe des marins n'a pas été la dernière à donner l'exemple de l'enthousiasme qui était partout. On trouvait profondément exprimée la vive reconnaissance pour la reconnaissance de l'Empereur, le nouveau bienfait qui met le comble à tous ceux que, depuis 1839, il n'a cessé de prodiguer à la Corse. Cette expression de gratitude était vive, générale et s'adressait pour chacun au besoin de l'exprimer tout haut, ce qui donnait une signification plus grande à la manifestation de la joie publique.

La Chambre des députés, dans sa séance du 27 juin, a accordé un nouveau crédit d'un million pour les routes royales et les ports de la Corse. C'est un nouveau bienfait du gouvernement de juillet qui sera accueilli avec une nouvelle reconnaissance par les habitants de notre pays.

repos nécessaire, ne voulut pas priver le gouvernement du secours de ses lumières. Tout ce que l'intérêt du pays et de l'Etat lui permettait de faire, c'était de laisser à cet administrateur habile le choix entre plusieurs postes diplomatiques. La nature de ses goûts et de ses études déterminait le choix; il se fixa sur Florence. A peine arrivé dans cette Athènes d'Italie, il y reçut, avec un empressement bien flatteur, de tous les hommes illustres dans les arts, les lettres et les sciences, l'accueil le plus distingué. Un seul se tint à l'écart et parut se soucier fort peu de nouer des relations de société avec le nouveau représentant de la république auprès du Grand Duc. On le reconnut à cette fierté dédaigneuse; c'était Alfieri, républicain dans ses tragédies et aristocrate dans les goûts et les formes. Il avait déjà fait paraître son fameux sonnet contre la France (1).

A cette même époque un jeune général de 27 ans s'adressait au premier diplomate qui était encore résidé auprès d'un souverain étranger, et lui demandait, dans une lettre datée de Paris, des renseignements et des données sur la situation morale, politique et militaire de la péninsule italique. Cette lettre signée Bonaparte le surprit beaucoup. Il ne concevait pas comment on avait pu mettre à la tête d'une armée démise de tout, découragée par des revers et dans une complète désorganisation, un jeune homme, dont il n'avait encore

Le mouvement commercial du port de Bastia subit chaque année un progrès remarquable que nous sommes heureux de constater. Les statistiques publiées de 1845 comparées aux statistiques de 1844, donnent une augmentation de 111,017 fr. 97 cent. C'est là un résultat considérable quand on se rappelle que les statistiques de 1844, à Bastia, il y a dix ans. L'augmentation n'a pas été moins sensible dans le mouvement de la nation. En 1845 la navigation soit nationale soit étrangère, donne pour l'entrée et pour la sortie une somme en plus de 366 navires sur 1844. Nous publions ici les chiffres à l'appui.

Droits perçus la Douane de Bastia:

En 1845: 263,417 fr. 97 c.	En 1844: 282,309 fr. 35 c.
Différence en plus pour 1845: 118,892 fr. 97 c.	
Mouvement du port de Bastia pendant le 1er semestre de 1845 et de 1844.	
En 1845, arrivées (France 599, de l'étranger 159, 1844: 417	158.
Différence en plus pour 1845: 182.	71.
En 1845, navires arrivés pour tous les ports 737, 1844: 417	374.
Différence en plus pour 1845: 320.	163.
Départs et arrivées en 1845: 1,493.	1,493.
En 1844: 1,429.	1,429.
Différence en plus pour 1845: 64.	64.

Par ordonnance royale en date du 12 juin dernier, M. Bouglot, inspecteur principal des douanes à Caen, a été nommé directeur des douanes à Bastia en remplacement de M. Bouhier de Crèvecœur, qui passe à la direction de St-Malo.

M. Bagin, membre du Conseil de Santé, de Paris et M. Fée, professeur à l'hôpital de Strasbourg et à la faculté de médecine de la même ville, chargés de l'inspection des hôpitaux militaires de la Corse, sont arrivés mercredi soir à Bastia, après avoir inspecté les hôpitaux d'Ajaccio, de Bonifacio et les bains de Guagno; ils sont repartis aujourd'hui jeudi pour continuer leur inspection à Corte et à Calvi.

La Sainteté Grégoire XVI a nommé M. le Docteur Terzaghi, Directeur des prisons civiles de Bastia, chevalier de l'ordre de Saint-Sylvestre.

Le décret de nomination contient les motifs honorables qui ont déterminé sa Sainteté à accorder à notre concitoyen cette marque de distinction.

Deux sujets du Duché de Lucques et un sujet du Duché de Modène étant tombés à l'eau, le 9 mai dernier, dans le port de Bastia, le sieur Lega (Louis) matelot des Douanes, fut à leur secours, à l'aide d'un bateau, et les retira de la mer.

Sur le rapport de ce fait, adressé à son gouvernement par M. le Consul, S. A. R. l'Infant duc de Lucques

s'est empressé de faire remettre au matelot Lega une gratification de 300 fr.

Une telle manière de récompenser les services, place, du côté de celui qui les a rendus, le devoir de la reconnaissance.

Par arrêté du 14 juin, M. le ministre des finances a nommé MM. Cesari Joseph, à la perception d'Omess; Gervaise Alfred, à celle de Bonifacio; Biaggi Jean-Baptiste, à celle de Santo Pietro di Tenda; Macé, Emanuel-Paul-Julien-Mathurin, à celle de Vico; Colle Pierre, à celle d'Elva; et Aicardi Silvestre, à celle de Moita.

Souvent nous avons eu occasion de signaler les services rendus par M. Virgitti, sous-lieutenant des Volontaires corses; il vient d'acquiescer de nouveaux titres à la reconnaissance du pays, en obtenant la constitution volontaire d'un redoutable bandit, le nommé Jérôme Nicolai, surnommé Barbi, accusé d'assassinat.

Depuis longtemps les deux familles Nicolai et Sacripanti, du canton de Pietra, s'étaient vouées une haine implacable; il y a un an, un Sacripanti était frappé à mort et Jérôme Nicolai ne désavouait pas sa participation à ce crime.

La force armée a vainement voulu opérer son arrestation; protégé par des parents nombreux et fort puissants, le meurtrier a pu braver la justice, et inspirer même des craintes sérieuses aux Sacripanti.

Ces derniers voulaient en appeler à leurs armes; aussi en étaient-ils toujours nantis, même quand ils se présentaient dans les villages des environs, et tout faisait pressentir de funestes événements, lorsque le sous-lieutenant Virgitti, après avoir consulté son chef, voulut réconcilier deux familles qui jetaient la désolation dans les cantons de Pietra et de Cervione.

M. le commandant Mattei fit lui-même des démarches fort actives auprès des deux familles ennemies; mais des motifs puerils venaient souvent détruire une réconciliation déjà presque opérée, et le sous-lieutenant Virgitti se trouvait dans la nécessité de faire de nouvelles démarches, d'obtenir de nouvelles et reciproques concessions.

Heureusement, le 28 juin dernier, les deux familles ont déposé leurs armes; réunies à Linguizzetta devant M. Virgitti, délégué du commandant Mattei, les Nicolai et les Sacripanti ont juré de renoncer à leurs vengeances, de vivre désormais dans les meilleures relations. Le meurtrier n'assistait pas à la conclusion de ce traité de paix. Guidé par un parent de l'accusé, le lieutenant Virgitti a couru toute la nuit dans les maïs qui environnent Linguizzetta; toujours accompagné des volontaires Pietrini et Cristiani, qui se sont souvent fait remarquer par leur intelligence et leur activité, il a pu enfin, dans la matinée du 29 juin, rencontrer le bandit auquel il a adressé des paroles de paix et de pardon. Nicolai s'est alors volontairement constitué prisonnier entre les mains du lieutenant. Avant de se rendre en prison, il a voulu voir encore ses parents pour les engager à maintenir une paix qu'il avait, dit-il, longtemps désirée.

suffisaient point pour lever les obstacles, le bulletin d'une nouvelle victoire venait au secours de la diplomatie française. Jamais sa tâche n'avait été ni plus facile ni plus honorable. Après des hésitations et des lenteurs, la crainte finissait par l'emporter sur le mauvais vouloir, etc. était en concédant ce qu'ils avaient d'abord refusé que les cabinets terminaient les négociations. Bientôt il ne s'agira plus de reconnaître la République, mais de lui obéir. Partout où des conférences sont ouvertes, l'ascendant de son nom et le prestige de ses armes victorieuses font peser constamment la balance du côté de ses intérêts.

L'espace nous manque pour suivre Miot dans les diverses missions dont il fut chargé en qualité de ministre extraordinaire, soit pour conclure des armistices, soit pour poser les bases, discuter et signer des conventions diplomatiques.

De retour de Rome où il était allé, sans autre escorte que des artistes, assurer l'exécution pleine et entière des conventions qui avaient été conclues et arrêtées avec le saint-siège, dont l'arrivée de Wurmser en Italie venait pourtant de relever le courage abattu, il fut nommé par le directeur commissaire extraordinaire et partit pour la Corse avec Saliceti (1796).

Lille, d'où s'étaient à peine éloignées les escadres anglaises, était dans la plus grande agitation. Point de force régulière, point de tribunaux pour y faire respecter les personnes et les propriétés. On semblait penser assez généralement, dans la haute région du gouver-

M. Virgitti n'en est pas à son coup d'essai; déjà il a opéré d'importantes arrestations que nous avons fait connaître; souvent elles ont été périlleuses, mais jamais elles n'ont amené des résultats aussi avantageux.

Nous espérons que le gouvernement daignera accorder à cet officier fort distingué la récompense qu'il a si bien méritée.

Nouvelles diverses.

La Chambre des Députés a voté aujourd'hui 27 juin, le projet de loi portant la demande d'un crédit pour l'exécution de la convention du 29 mai dernier, relative à la suppression du commerce des esclaves.

Ce projet a été voté à l'unanimité moins une voix. Nous voudrions bien ne pas nous prévaloir de cette unanimité comme d'un succès du ministère; nous voudrions n'y voir que l'expression d'un sentiment patriotique, partagé par toute la Chambre, sans distinction d'opinions. C'est, en effet, la politique nationale qui a triomphé; c'est le sentiment du pays, soulevé, à tort ou à raison, contre le droit de visite et les traités qui le consacraient, c'est ce sentiment auquel il a été donné satisfaction par la nouvelle convention. Mais nous craignons bien que l'Opposition ne nous force à envisager cette unanimité sous un tout autre aspect. Il est probable qu'avec sa bonne foi habituelle elle ne manquera pas d'accaparer pour elle seule tout l'honneur du traité, et qu'elle voudra convertir en une humiliation pour le ministère un résultat qui n'est dû qu'à la sagesse, à la prudence et à l'habileté des hommes chargés de cette difficile négociation. Quel qu'il en soit, l'Opposition n'a pas trouvé aujourd'hui un seul mot à dire. Elle n'avait de choix qu'entre l'éloge ou le silence; elle a naturellement préféré le silence. De courtes observations de M. Dupin, qui a déclaré, du reste, qu'il allait voter pour le projet de loi, n'ont fait que donner à M. le ministre des affaires étrangères l'occasion de prouver que la France avait recouvré la complète indépendance de son pavillon, et de faire justice, en quelques mots pleins de noblesse et de dignité, des déclamations dont les traités sur le droit de visite avaient été tant de fois l'objet.

Une ordonnance du roi, du 20 mai dernier, relative aux quarantaines, a soulevé une opposition très vive, surtout à Marseille. Pour initier nos lecteurs à cette question, nous mettons aujourd'hui sous leurs yeux les principales dispositions de cette ordonnance. Aux termes de l'article 1er de cette ordonnance, les navires venant des Antilles et du continent américain, doivent être considérés comme étant en patente nette, et admis immédiatement à libre pratique, lorsque dans le dix jours qui ont précédé leur arrivée, ils n'auront eu ni morts ni malades de la fièvre jaune, et que, dans cet intervalle, ils n'auront eu aucune communication suspecte. Dans le cas où l'une ou l'autre de ces deux conditions ne serait pas remplie, l'ordonnance veut que le navire soit soumis à une quarantaine de rigueur ou d'observation, suivant les circonstances, et que cette quarantaine soit fixée dans les limites déter-

minées par l'art. 3 de l'ordonnance du 13 novembre 1839, c'est-à-dire de cinq à quinze jours dans les ports de l'Océan et de la Manche, de dix à vingt jours dans les ports de la Méditerranée.

Les administrations sanitaires sont juges en premier ressort de la gravité des circonstances qui peuvent influer sur la fixation de la quarantaine dans les limites indiquées. Le ministre a statué définitivement sur ces décisions. Les provenances de la Grèce et des îles Ionniennes, du Maroc et de Tunis, pourront être admises désormais dans tous les ports du royaume lorsqu'elles seront en patente nette, c'est-à-dire lorsqu'elles seront munies d'une patente délivrée par le consul ou agent consulaire de France au port de départ, constatant que la santé publique était bonne dans ce port et dans les pays avec lesquels ce même port était en libre communication; qu'aucun accident de peste n'y avait été observé depuis plus d'un an.

Les provenances de Tunis, quoi qu'en patente nette, restent soumises dans tous les ports de France à une quarantaine d'observation de cinq jours, les provenances ne devant pas être reçues dans les ports où les navires ne pourraient pas être retenus en état de séquestration complète pendant la durée de leur quarantaine. — Il n'y a rien à changer au régime sanitaire établi à l'égard des provenances des autres pays du Levant.

Les adieux adressés de Bourges par don Calos aux Espagnols ses fidèles défenseurs sont connus en Espagne; la plupart des journaux de Madrid, en publiant ce document, n'y ajoutent pas de commentaires. Le journal l'Heraldo seul fait remarquer le passage dans lequel don Carlos déclare que son fils saura récompenser la loyauté et la constance avec lesquelles leurs partisans communs ont soutenu les saines doctrines qui, seules, peuvent sauver l'Espagne. N'est-il pas évident, dit l'Heraldo, qu'un fils aussi dévoué, aussi soumis que Carlos-Louis, considérera comme sa plus importante mission celle d'assurer le triomphe des seuls principes qui puissent sauver notre pays? Or, quels sont ces principes? L'absolutisme, l'esprit de réaction le plus inébranlable. Que le pays prenne donc acte de ces paroles sorties de la bouche de celui qui s'intitule jusqu'au dernier moment roi d'Espagne!

En examinant la question du mariage de la reine, plus que jamais à l'ordre du jour depuis la publication du fameux manifeste, les feuilles de Madrid se sont jusqu'ici bornées à formuler leurs objections contre les divers prétendants, sans mettre eux-mêmes en avant aucun candidat.

Le journal l'Espagnol est le premier qui, sortant aujourd'hui du rôle de critique pour entrer dans celui de conseiller, recommande une combinaison qui aurait, dit-il, pour résultat de réunir sous une seule couronne, et sous le titre royaume uni d'Espagne et de Portugal, toute la Péninsule ibérique à la mort de la reine dona Maria; cette combinaison consisterait à marier le prince royal de Portugal avec la reine Isabelle et le duc d'Oporto (frère, aîné du premier) avec l'infante

deur de la reine. Nous n'aborderons pas l'examen des nombreuses difficultés diplomatiques et autres que rencontrerait la réalisation de ce plan; il nous suffira de dire que les jeunes princes portugais n'ont encore que sept et huit ans, tandis que la reine Isabelle en a quinze et sa sœur plus de treize.

Le Moniteur publie la loi relative à la fabrication du matériel d'artillerie nécessaire à l'armement de l'enceinte de Paris et des ouvrages extérieurs de fortifications qui en dépendent.

Et la loi portant suppression des droits et vacations accordés aux juges de paix et fixation du traitement de ces magistrats et de leurs greffiers.

Nous avons la hier dans quelques journaux, ces deux faits: « M. le marquis de Saint-Simon est créé duc de Saint-Simon. M. Croissant, député, est nommé commandeur de l'ordre de la Légion d'Honneur. » Nous attendions, pour reproduire ces faits, que le Moniteur les publiât. Nous les avons vainement cherchés dans le Moniteur d'aujourd'hui. (Patrie).

M. Blanqui, membre de l'Institut, et M. Sallandrouze de la Morinaix, membre du conseil-général des manufactures, envoyés en Espagne par le gouvernement français pour étudier l'état et les progrès de l'industrie de la Péninsule, sont de retour en France de leur mission. M. Sallandrouze est resté à Marseille, M. Blanqui est arrivé à Paris.

M. Rumilly, député de Seine-et-Oise, développera, à l'occasion du budget des recettes, l'amendement suivant:

« A compter du 1er janvier 1846, une taxe annuelle au maximum de 15 fr. sera perçue au profit de l'état et des communes, par égale portion, des possesseurs de chiens, pour chacun de ceux qui leur appartiennent. » La possession simultanée de plusieurs chiens donnera seule lieu au paiement de plusieurs taxes dans la même année.

Une ordonnance, rendue dans la forme des règlements d'administration publique, fixera le taux de la taxe selon l'espèce et la destination des chiens, déterminera les exceptions nécessaires et réglera le mode de perception.

Cette ordonnance sera soumise aux chambres, dans la session de 1847, pour être convertie en loi, s'il y a lieu.

Le gouvernement, considérant l'avantage que pouvait avoir l'Algérie à cultiver le sésame, vient d'envoyer en Afrique des graines de cette plante oléagineuse pour en essayer la culture. Il serait à désirer que nos cultivateurs s'occupassent sérieusement de propager le sésame dans les départements méridionaux.

Le Moniteur belge publie un arrêté royal du 19 juin, portant que la démission de M. Nothomb est acceptée, et qu'en attendant qu'il soit statué sur les autres démissions, l'intérim du ministère de l'Intérieur sera partagé entre le ministre de la Justice et le ministre des travaux publics.

Un autre arrêté nomme M. Nothomb ministre d'Etat. Les journaux belges avaient déjà dit que M. Nothomb serait envoyé à Berlin comme ministre plénipotentiaire. Ils confirment aujourd'hui cette nouvelle.

crés par la courte occupation des troupes anglaises, étaient incompatibles avec le nouvel ordre politique. Il pouvait y avoir absence d'opposition ouverte, ou ajournement de toute espèce d'actes hostiles; rapprochement sincère, réconciliation durable — jamais.

Les événements de 1814 ne le prouvent que trop. A leur tour les agents stipendiés du cabinet britannique ne se laissaient point de rappeler le libéralisme de la constitution de 1791. Était-il un droit qui ne fut garanti, une liberté dont l'exercice ne fut assuré, un abus de pouvoir qui n'eût été prévu et puni? Que l'on compare maintenant la conduite des autorités anglaises, si modérées et si circonspectes dans tous leurs actes, avec le pouvoir discrétionnaire et les allures despotiques des agents du gouvernement français! De quel côté trouvez-vous la plus grande somme de liberté? Lequel du directeur ou du roi George, a accordé le plus de franchises constitutionnelles aux insulaires? Eh! lui-même n'avait pas tant d'attributions, une autorité aussi étendue, que celle dont on a cru devoir investir les commissaires extraordinaires.

C'était ainsi que les habiles membres de la faction anglaise cherchaient à rattacher la Corse à la monarchie britannique. Ils allaient jusqu'à dire, qu'elle était un appendice nécessaire des trois royaumes unis, et qu'entre deux ils rapprochaient, il y avait tout ensemble des affinités géographiques et morales.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

La Corse était partagée en trois camps: les révolutionnaires, qui voulaient la France quand même; les vieux partisans de Paoli, qui, depuis son départ, s'étaient divisés en deux fractions, dont l'une, fidèle à la cause de l'indépendance nationale, attestait l'oligarchie britannique, sans aimer la nouvelle forme de gouvernement, et l'autre était dévouée à la république, sans cesser d'aimer le général exilé. Venait enfin le troisième parti, le parti de l'étranger. Sous ce nom, nous désignons les adhérents de l'Angleterre, qui, dans le regret de leurs pensions perdues, rêvaient, les yeux tournés vers la mer, le retour au sein de la Méditerranée des escadres de Nelson et de l'amiral Hood.

Miot essaya de fondre ensemble ces trois nuances d'opinions. Le parti français se plaignait de ce qu'il ne se défiait pas assez des pensionnaires de l'Angleterre; les partisans occultes et avoués de Paoli, ne pouvaient jamais devenir les amis de la France: les intérêts

l'le, et la sécurité dans les esprits, qu'agitaient encore les dissentiments politiques. Les premiers soins des commissaires furent consacrés à l'organisation des diverses branches de l'administration civile et judiciaire. La réaction contre le parti des Anglais était inévitable. Ils furent assez heureux pour la comprimer, du moins dans ce qu'elle eut de trop violent. D'autres mesures de police intérieure achevèrent bientôt d'y rétablir le calme si nécessaire après la lutte des factions et le choc des armées ennemies.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LEROUX, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

CHEMINS VICINAUX.

La loi sur les chemins vicinaux date de 1836, et cependant nous sommes encore à nous demander, en 1845, si cette loi a jamais été mise en vigueur. Nous avons été témoins, pendant plusieurs années, du zèle et de l'activité déployés par les porteurs de contrainte distribués des avertissements, et faisant force commandements de payer, dans les 24 heures, la valeur des prestations. Nous avons pu remarquer, plus d'une fois, les angoisses d'une multitude de pères de famille, obligés de prendre sur la nourriture de leurs enfants de quoi satisfaire aux prescriptions de la loi. Mais pour ce qui est des chemins vicinaux, ils n'ont pas été améliorés, quoiqu'une somme de 25,000 fr. environ ait été versée dans le coffre de la commune.

Avec cette somme, il y a longtemps que l'on aurait pu faire quelque chose. Après dix années de réflexions, on a tout le loisir de penser à l'emploi que l'on en doit faire; on doit enfin s'être arrêté à un projet quelconque. Pourquoi tarder, dès lors, à mettre la main à l'œuvre? On ne peut disconvenir que nos chemins communaux ne soient dans un état déplorable. Étroits et raboteux, ils sont partout hérissés d'obstacles ou labourés par les eaux. C'est à peine s'ils permettent l'accès à deux personnes marchant de front, ou si une bête de charge peut y traîner péniblement son fardeau. On les dirait à l'état de nature abrupte, tant ils ont conservé l'impression des siècles passés, et des ravages exercés par la furie des éléments.

Il y a, entre autres, le chemin qui de la basse ville conduit dans les territoires de Belgodère, Monserrato, St-Martin, etc., qui est devenu impraticable. Comment se fait-il que les nombreux projets que l'on a tracés pour l'amélioration de ce chemin, soient encore ensevelis dans la poussière des cartons? On peut jusqu'à un certain point délaissier les chemins de la plaine, mais ceux qui conduisent aux collines demandent toute la sollicitude de la municipalité. La nécessité de réparer le chemin dont nous venons de parler a été maintes fois proclamée; on s'est arrêté tout juste au moment de délier les cordons de la bourse. Mais ce n'est pas ainsi que l'on parviendra à réaliser le bien être et la prospérité du pays.

Que l'on se préoccupe, si l'on veut, de grandes en-

treprises, de projets gigantesques, qui peuvent avoir aussi leur utilité; mais que l'on ne néglige pas les petites choses, surtout quand elles sont urgentes et strictement nécessaires. Puisque l'on a fait contribuer les classes peu aisées, il faudrait au moins leur démontrer par des faits, que leurs sacrifices doivent tourner tôt ou tard à leur avantage. C'est ainsi qu'il aurait fallu commencer, et chacun se serait exécuté de bonne grâce; tandis qu'en procédant d'abord, on a donné lieu à des plaintes unanimes de la part de la population, qui a fini par confondre une institution salutaire avec les lois fiscales, destinées à alimenter les caisses publiques.

Nous voulons bien espérer que dans la session ordinaire de ce mois, le conseil municipal s'occupera un peu plus sérieusement des chemins vicinaux; et à défaut, nous avons l'espoir que l'administration supérieure voudra bien prendre l'initiative, et donner l'impulsion dans une question qui est de la plus haute importance, et dont on semble avoir perdu le souvenir.

On nous écrit de Corte :

« L'époque de la foire, qui avait lieu précédemment à Corte le 15 et le 16 du mois d'août a été changée. Sur les instances du corps municipal et l'avis favorable du Conseil Général de la Corse, cette foire a été fixée, par ordonnance royale, aux 5 et 6 septembre de chaque année. Il reste ainsi aux vendeurs de chevaux, mulets, bœufs, etc., une journée pour se rendre au Niolo, où il y a la foire, comme on sait, le 8 du même mois. La municipalité de Corte ne négligera rien pour que la foire de cette ville soit aussi brillante qu'elle l'a été autrefois. Des mats de cocagne, chargés d'objets de valeur seront plantés dans les principales places de Corte, on tirera des feux d'artifices, et le soir du 6 aura lieu la course des chevaux qui se terminera, comme par le passé, par la distribution de trois prix. Nous espérons que cette affluence considérable de monde viendra ajouter à l'éclat de ces fêtes. »

Le *Messageur* publie une lettre du docteur Clot-Bey, directeur des institutions médicales en Égypte, sur la visite de M. le duc de Montpensier :

« S. A. R. le duc de Montpensier part demain 7 juillet, pour le Caire, avec son état-major, accompagné de Saïd-Pacha; il sera reçu par S. A. Ibrahim-Pa-

cha; et logera dans le palais du vice-roi, à la citadelle. Il ira faire une course à Suez, et après avoir visité tout ce qu'il y a d'intéressant au Caire et aux environs, il remontera le Nil jusqu'à la première cataracte. Le trajet du Caire à la mer rouge se fera en voiture, et celui sur le Nil, avec les trois jolis bateaux à vapeur du vice-roi. Depuis plusieurs jours, le Nil croît rapidement, ainsi la navigation ne souffrira pas d'obstacle, et une circonstance qui rendra le voyage plus facile et plus agréable encore, c'est qu'il s'effectuera au beau clair de lune d'Égypte, qui vaut presque notre soleil de Paris.

« M. le duc de Montpensier a été infiniment bon pour moi, il m'a fait la grâce d'accepter d'être le parrain de mon troisième enfant, qui doit naître encore, mais qui, Dieu aidant, verra le jour sous peu. S. A. R. a choisi pour marraine Mme Benedetti, femme du général de notre conseil-général, lequel accompagnera le prince dans la Haute-Égypte, et à qui S. A. R. témoigne beaucoup de bienveillance. »

Le journal *l'Univers* contient l'article suivant :

« On écrit de Cologne, le 4 juillet :
« Mgr Viale-Prelà, nommé nonce apostolique près la cour de Vienne, en remplacement de Mgr le prince Altiéri, rappelé à Rome, est arrivé ici mardi dernier, venant de Manich, pour rendre visite au digne chef de notre archevêché. Les deux prélats ont quitté hier Cologne. Avant-hier, son excellence s'est rendue à Aix-la-Chapelle par le premier convoi du chemin de fer, accompagnée de Mgr le coadjuteur, de l'évêque suffragant et de plusieurs notabilités. Le nonce a recueilli partout les marques du plus profond respect. Tous ceux qui ont eu le bonheur de lui être présentés ont été charmés de ses manières affables et surpris des connaissances qu'il possède, tant en ce qui touche l'Allemagne en général que notre province en particulier.

« Une lettre de Bonn nous apprend aussi que Mgr Viale-Prelà a visité, le 3 juillet avec Mgr l'archevêque de Cologne, la pédagogie des théologiens catholiques, où les prélats ont été reçus par les professeurs. Le soir, les étudiants en théologie ont donné une brillante sérénade au nonce et à l'archevêque. Le premier a quitté Bonn dans la matinée du 4, se rendant à Vienne. »

Dans le journal des *Villes et des Campagnes* ont lu cet autre article concernant ce digne prélat :

« Il n'est pas de combinaison plus sûre, plus efficace, pour y assurer le respect des lois et pour y ramener promptement la tranquillité menacée.

Sans perdre de vue ce qui se passait dans l'ordre civil, où il se réservait une très large part d'action, le général Morand poursuivait, avec la plus grande activité, l'organisation définitive de ces corps improvisés. Il le fallait d'abord, pour que la Corse suffît, en cas de danger, à sa propre défense; il le fallait encore, pour avoir l'avantage, en distribuant des grades d'officier, d'accroître le nombre des créatures dévouées à l'organisateur; il le fallait enfin, pour pouvoir déployer, au besoin, des forces imposantes devant quiconque oserait résister à ses tendances despotiques ou combattre résolument les actes arbitraires de son état-major.

Ayant pris en haut lieu l'engagement de policier la Corse dans le plus bref délai, sans s'expliquer toutefois sur la nature des moyens qu'il se proposait d'employer, il se vit forcé de suppléer à la force par la ruse, de dresser des pièges autour de ceux qu'il désespérait d'atteindre autrement. — C'est de cette façon qu'il voulut faire croire à la nécessité de maintenir, dans toute son étendue, un pouvoir essentiellement temporaire, que rendait plus intolérable encore la brutalité soldatesque des agents subalternes.

« Un gouvernement arbitraire (remarque un de nos meilleurs historiens) non seulement ne veut pas qu'on lui résiste, mais il veut encore qu'on l'approuve et qu'on l'imite. Après avoir soumis les conduites, il persécute les consciences; car il faut qu'il agisse et qu'il aille chercher les victimes quand il ne s'en présente pas. » (1)

Morand et la plupart de ceux qui, après avoir été

(1) Mignet, *Histoire de la Révolution*.

SOUS CHARGE A MARSEILLE.

Pour Saint Thomas et la Côte forme partira du 12 au 13 juillet courant sans retard, ayant une grande partie de son chargement assuré, le navire français à 3 mats *Victorieux*, jaugeant 133 tonneaux, ayant des emménagements très commodes pour les passagers, sous le commandement du Capitaine Levallois. — Pour fret et passage, s'adresser à M. Guis, courtier Place Royale N° 6.

CORS aux PIEDS.

Le *Taffetas Gommé* de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur, ainsi que les ongles et durillons. — Dépôt à Bastia chez M. Pomoni pharmacien. (7423).



Un bateau à vapeur de la Compagnie Valéry frères, partira de Bastia pour Ajaccio, le 10 courant, à 4 heures du soir.

Un autre bateau à vapeur, de la même compagnie, partira de Bastia pour Ajaccio, le 13 courant à 7 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 13 au matin.

Il repartira pour Bastia le 14 au soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

MARSEILLE 26 juin, brick-goël. Costance, français, de 38 tx, c. Valzi, sel.

DE LA PLAGE 27 id. mistick Conception, français, de 30 tx, c. Osé, bois.

CIVITAVECCHIA 27 id. bateau St-Firmin, romain, de 16 tx, c. Razzeti, en lest.

LIVOURNE 28 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

PORTOFERRAJO 28 id. gondole St-François, toscan, 5 tx, c. Fossi, pâtes.

ILE-MADELEINE 28 id. bœuf Vierge du bon Air, sarde, de 16 tx, Zozza, fromage.

DE LA PLAGE 29 id. tartane St-Etienne, français, de 55 tx, c. Gualtella, charbon.

DE LA PLAGE 30 id. mistick St-Vincent-Ferreri, français, de 30 tx, c. Battistini, châtaignes.

MARSEILLE 30 id. brick Migliaciaro, de 125 tx, français, c. Gualtella, diverses.

MARSEILLE 30 id. brick-goël. Sampiero, français, de 79 tx, c. Rogliano, diverses.

AJACCIO 30 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bogliani, passagers.

FAYONA 1^{er} juillet, mistick Miséricorde, français, de 44 tx, c. Vedrin, planches.

LIVOURNE 2 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE 2 id. brick Général Sebastiani, français, de 119 tx, c. Valzi, blé.

MARSEILLE 2 id. paquebot Napoléon, français, de 120 chev. c. Poché, lieutenant de vais. dép. et passag.

DE LA PLAGE 2 id. chasse-marée Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, charbon.

DU CAP-CORSE, 3 gondoles chargées de vin.

DÉPARTS.

AJACCIO 26 juin, bat. à vapeur Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bogliani, passagers.

MARSEILLE 27 id. paquebot Ajaccio, français, de 130 chev. c. Prudent, lieutenant de vais. dép. et passagers.

MARSEILLE 29 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

A LA PLAGE 30 id. tartane Jacques-André, français, de 45 tx, c. Vassalin, en lest.

A LA PLAGE 1^{er} juillet, brick-goël. Deux-Amis, français, de 65 tx, c. Alfonsi, en lest.

MARSEILLE 2 id. bombarde Jeune-Octavie, français, de 70 tx, c. Bocognano, bois.

MARSEILLE 2 id. mistick St-Vincent-Ferreri, français, de 30 tx, c. Battistini, châtaignes.

TOULON 2 id. brick-goël. Conception, français, de 60 tx, c. Erna, en lest.

LIVOURNE 2 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Postscriptum en avant :

« On annonce que le docteur Steiger a signé l'engagement de se rendre dans une ville des États Sardes, Alexandrie ou Gênes, où il vivrait libre sous la surveillance de la haute police, et pratiquerait la médecine. Sa famille l'accompagnerait. On lui a proposé, dit-on, l'alternative de souscrire à cet arrangement ou d'être fusillé. Le Grand-Conseil n'a pas encore délibéré sur cette grâce. »

— La nouvelle de l'évasion du docteur Steiger, est confirmée par tous les journaux Suisses qui nous parviennent aujourd'hui.

Nous lisons dans la *Gazette d'Etat*, sous la date de Lucerne, 21 juin :

« Le docteur Robert Steiger s'est évadé de sa prison dans la nuit du 19 au 20 juin. Il résulte de l'enquête faite hier, que son évasion a été opérée par trois gendarmes, savoir : le sergent Kaufmann, chargé de désigner les gendarmes qui devaient garder la Tour cette nuit-là; le caporal Birrer de Rockwyl, qui y plaçait les factionnaires jusqu'à minuit, et Hoffmann, de Weggis, qui était en faction de 10 heures à minuit. Tous les trois ont pris la fuite. On est sur la trace de leurs complices. Ni la garde militaire placée devant la Tour, ni celle du Fossé aux Cerfs, n'ont entendu le moindre bruit. Le géôlier Studier assure qu'à 6 heures du matin, moment où l'on s'est aperçu de l'évasion, la prison de Steiger était parfaitement fermée. L'inspection des lieux a montré qu'il existait dans le mur de la partie supérieure du bâtiment une ouverture qui avait été bouchée par une légère maçonnerie, et que cette dernière a été brisée de dehors. C'est par cette ouverture, communiquant avec le fenil de l'écurie de Pierre Hofstetter, que Steiger s'est échappé. A 11 heures environ, pendant que Hoffmann était en faction, une voiture attelée de deux chevaux est sortie avec une grande vitesse par la porte de Weggis, qui se trouvait ouverte par suite de réparations qu'on y faisait; à minuit, le gendarme Hoffmann fut relevé de faction, et peu à peu il partit aussi. »

— Voici une société d'assurance qui ne peut manquer d'avoir un grand succès : il s'agit d'une société d'assurance contre le vol. Maintenant on sera libre de laisser les fenêtres ouvertes et de ne pas fermer la porte en sortant, attendu qu'on sera certain d'être indemnisé de tout ce que les voleurs auraient l'indécence de s'approprier en l'absence des locataires, propriétaires ou commerçants.

Le prospectus de la société porte :
« L'établissement de la société nous a paru fort utile à l'entrée de la saison, où beaucoup de propriétaires se retirant à la campagne laissent à Paris leurs maisons à la garde de personnes étrangères et sur qui ne peut pas toujours retomber la responsabilité de vols commis avec une audace et une adresse inouïes.
« Il sera défendu aux portiers, domestiques et valets de chambre de prendre des actions dans cette communauté. »

— Retenu par le brouillard en dehors de la baie de Corte (Ba de Wight), le navire à vapeur le *Great-Britain*, qui a fait le trajet en quatorze heures, a pu essayer un de ses canots de sauvetage. Les soupapes ont été disposées de manière à laisser entrer et sortir l'eau en égale quantité; des matelots, armés de seau, y ont été mis, afin de le remplir plus promptement, et bientôt il est arrivé au point où l'eau sort aussi vite qu'elle entre. Trente hommes ont été placés sur les bancs, et il a été reconnu que vingt ou trente autres personnes pourraient être recueillies dans l'embarcation sans la couler.

Le *Great-Britain* a quatre canots de ce genre suspendus de chaque côté, et un cinquième beaucoup plus grand, qui est sur le pont; ce dernier peut porter cent quarante personnes. Il y a, de plus, à bord deux chaloupes ordinaires en bois. En tout, les canots de cet immense bâtiment peuvent recevoir trois cent quatre-vingts personnes.

— On lit dans la *Presse* du 22 juin :

« On parle beaucoup de la glorieuse milice des Français, et ce sont les Anglais qui s'en divertissent le plus. Mais qu'est-ce en vérité que la glorieuse française auprès du guerrier britannique? Il y a trente ans que la bataille de Waterloo, moitié hasard et concours opportun des troupes allemandes, a été gagnée et mise par les Anglais au premier rang de leurs trophées. Or, il y a trente ans aussi que les Anglais vivent et banquettent sur la bataille de Waterloo. Le 18 juin ramène infailliblement, depuis 1815, le banquet de Waterloo à Apsley-House, et avec le banquet, le toast du duc

de Wellington à tous ses compatriotes de Waterloo, à la bravoure des forces alliées qui l'ont secondé à Waterloo (in the overthrow of their common foe the French) pour défaire leur commun ennemi, les Français. Voilà trente ans que cet anniversaire et ce banquet de Waterloo sont un anniversaire et un banquet nationaux. Les visites pleuvent chez le duc; les vieilles moustaches y foisonnent; la foule encombre les avenues d'Apsley-House; tous les uniformes sortent de la poussière, et la table du duc, qui réunit chaque année ce qui reste des officiers-supérieurs de Waterloo, étale tous les plats d'or et d'argent donnés au duc par les souverains coalisés; on suspend sous les yeux charmés des convives l'énorme bouclier d'or, œuvre de Flaxman, qui retrace les exploits guerriers du duc Wellington; on mange, on boit, on échange les toasts dans l'enthousiasme ou plutôt dans l'étonnement perpétuel de la grande victoire obtenue sur l'ennemi commun. Cette année on n'y a pas plus manqué que les années précédentes. C'était mercredi dernier le grand jour, ce qui prouve, vous voyez bien, que les fumées de la gloire militaire dont s'enivre l'esprit français, comme chacun sait, n'atteignent pas à la fierté, au flegme, à l'indifférence de l'Anglais. »

— On lit dans le *Journal de l'arrondissement du Havre*, sous le titre FOURNEAUX FUMIVORES DU SYSTÈME JUCKES :

« Une grande question, dans les établissements industriels, est celle de l'économie du combustible, plus importante chez nous que chez nos voisins d'outre-mer, puisque la houille est plus chère en France qu'en Angleterre. Aussi, tous les efforts de l'intelligence des ingénieurs et des praticiens s'est-elle appliquée, depuis plus de 50 ans, à chercher les moyens de tirer parti de tout le combustible, en utilisant la partie notable qui s'échappe des fourneaux sous forme de fumée. Ce problème n'était pas d'une solution facile; car l'introduction de l'air nécessaire à cette combustion totale était, précisément, en même temps, une cause de refroidissement dans le foyer. Plusieurs systèmes ont été essayés ici par Curandean, à la bas par Wat, et plus particulièrement encore par Aldin et Steel; mais personne ne paraît avoir atteint jusqu'à présent le but que M. Juckes, inventeur breveté dont l'appareil fonctionne depuis huit jours dans la cour de la Bourse. Telle est, du moins, l'opinion adoptée en Angleterre, puisque nous lisons dans le *Times* qu'une loi va être proposée à la chambre des lords pour astreindre les steamers et manufactures à adopter le système de M. Juckes; que déjà une commission a été chargée du rapport.

« L'économie que ce système présente n'est pas à dédaigner, puisqu'elle ne serait pas, selon les apparences, au-dessous de 29 ou 30 pour cent sur le prix du charbon, et qu'il permet de brûler la poussière, ce qui constitue encore une autre économie sur le prix.

— Mais un avantage bien supérieur à tous ceux-là, consiste dans la suppression totale de la fumée, avantage immense dans notre contrée, où le haut prix des terrains force les usines à s'entasser, pour ainsi dire, les unes sur les autres. Ainsi, par l'adoption de cette méthode, se trouvent éliminées bien des informations d'incommodité. C'est là surtout ce qui nous a engagés à mettre ces aperçus sous les yeux de nos lecteurs, comme chose pouvant leur être profitable. »

AVIS.

L'ouverture du Café de l'ORIENT, situé aux terrasses, aura lieu dimanche prochain 6 juillet. Le propriétaire de cet établissement se fera un devoir de servir le public d'une manière satisfaisante.

EXTRAIT.

Par contrat passé en minute devant le notaire Antoine Joseph Guasco résidant en cette ville le vingt-six juin dernier, enregistré, MM. Dominique Dominici, marchand en demi gros, de draps, tissus de coton etc. et Jacques Dominici son fils majeur, commerçant, tous deux domiciliés et demeurant à Bastia, ont formé une société en nom collectif pendant neuf années, qui ont commencé ledit jour vingt-six juin 1845 et finiront à pareil jour de l'année 1854.

La raison sociale porte le nom de *Dominici Père et Fils*, les deux associés auront alternativement la signature et la gestion de la société; le fond social est de quarante mille francs.

M. Antoine Bonavis négociant à Bastia, prévient le Commerce que depuis quelques mois on a porté dans son magasin une caisse avec la marque A. B. Cette caisse ne lui appartenant pas, il est prêt à la remettre à qui de droit. S'adresser à son magasin, Rue Droite à Bastia.

